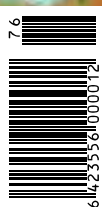


REGARD

regard.ro

Regard 76
15 octobre - 15 décembre 2016
15 lei





Nouvelle Renault CLIO

Seduction never ends



Avec un nouveau design qui se remarque par la signature unique des feux **full LED Pure Vision** et par sa silhouette dynamique, **la nouvelle Renault Clio est séduisante.**
Le système audio Bose® offre une qualité inégalable du son, et avec **Easy Park Assist** se garer n'est plus un souci.

La voiture de l'image est à titre de présentation.

Renault partenaire **elf**

renault.ro

Édito

Chişinău

Les rues montent légèrement depuis le boulevard Ştefan cel Mare. Arborées, calmes, elles invitent à la promenade. Les maisons sont plutôt basses, l'architecture est modeste mais agréable. Plus loin, un jardin parfaitement entretenu donne envie de prolonger la marche. Chişinău, capitale de la République de Moldavie, mérite qu'on s'y intéresse, au-delà d'une vie politique désolante. La ville a d'autres visages, touchants, notamment le visage de ses gens. Il s'agit peut-être de circonstances ou d'un simple sentiment, mais rarement j'aurai vu autant de traits doux, de regards bienveillants, de comportements affables. Je me demande d'où vient cette gentillesse, sincère, et comment un quotidien souvent difficile n'ait pas altéré cette façon d'être, de sourire. Chişinău, ville dénigrée, oubliée, capitale d'un pays qui se cherche, cache en son cœur de belles âmes. Après avoir fait le tour du jardin, je repasse par ces mêmes rues qui s'entrecroisent, paisibles. On entend à peine la circulation du grand boulevard. Les arbres sont hauts, encore verts en cette fin du mois de septembre. Je rentre dans un petit bar tapissé de lattes en bois brun, et commande un verre de vin rouge Rara Neagră, merveilleux cépage abondamment cultivé en terre moldave. Peut-être que tout vient de là.

Laurent Couderc

L+C



Dessin de couverture : Georgian Constantin

RENCONTRE

Ioan Stanomir, analyste politique / 4

SOCIÉTÉ

Pour des retours gagnants / 12

Femme rom femme / 15

Bons fonds / 32

À LA UNE

Révélations de palais / 40

HORS FRONTIÈRES

Entretien avec Luca Niculescu / 66

Chez l'ami serbe / 76

Les derniers bastions / 85



Il y a trois ans, *Regard* avait déjà interviewé Ioan Stanomir, spécialiste en droit constitutionnel et de l'histoire des idées. Il enseigne à la Faculté de sciences politiques depuis 1996.

« Il existe une forme de complicité entre les électeurs et les élus »

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : D.R.

Début décembre auront lieu les prochaines élections législatives. Que va-t-il se passer ? Comment lire le jeu politique ? Ioan Stanomir, politologue, ancien président de la Commission présidentielle pour l'analyse du régime politique et constitutionnel, décrypte le contexte actuel et son possible devenir. Pendant deux ans, il a aussi conduit l'IICCMER, l'institut en charge de l'analyse des crimes du régime communiste.

Regard : À quoi allons-nous assister lors des prochaines élections législatives ?

Ioan Stanomir : Ces élections se déroulent dans un climat marqué par plusieurs affaires pénales en cours. Cela pourrait avoir des conséquences sur les options de l'électorat. Toutefois, l'impact ne doit pas être exagéré. Souvenez-vous des municipales où des maires condamnés par la justice ont pourtant été élus. À l'image du maire de Baia Mare déposant son serment en prison. Les acteurs politiques sont en difficulté, à l'instar de Vasile Blaga, éliminé de la vie politique suite à son placement sous contrôle judiciaire. Ceci étant, certaines réalités demeurent : le PSD (Parti social démocrate, ndlr) dispose toujours d'une capacité de contrôle et de mobilisation forte. Le PNL (Parti national libéral, ndlr) espère quant à lui bénéficier du prestige du mandat du gouvernement Cioloș pour attirer un électorat qui, autrement, pourrait être tenté de migrer vers l'USR (Union pour sauver la Roumanie, ndlr).

L'USR pourrait-elle percer ?

À l'heure actuelle, il leur manque des organisations territoriales, ce qu'ils devraient compenser par une mobilisation sur Facebook et sur Internet. Mais les organisations territoriales ont de l'importance car elles permettent de mobiliser les gens, surtout dans un contexte de faible participation au scrutin. Dans un pays comme la Roumanie,

inciter l'électorat à se déplacer dépend énormément du facteur émotion. Ce fut notamment le cas lors de la dernière présidentielle qui a vu l'élection de Iohannis. La mobilisation qu'elle a suscitée s'explique par la gaffe monumentale et l'arrogance de Victor Ponta dans ses déclarations à propos du vote des Roumains de l'étranger. Pour les législatives, en l'absence de ce facteur émotionnel, la participation devrait être réduite et favoriser ceux qui sauront mobiliser la population, à priori le PSD.

L'USR est un parti paradoxal car il refuse de s'encadrer dans un modèle classique de parti. C'est une organisation « arc-en-ciel », dans le sens où tout le monde peut s'y retrouver. Mais je suis sceptique à l'égard des partis ou des organisations qui refusent d'afficher une identité idéologique ; seul le populisme peut se targuer de couvrir tout le spectre des idées. D'un autre côté, ce flou est sans doute un avantage pour eux, les gens s'investissent dans leur projet en l'alimentant de toutes sortes d'idées. Le PNL considère l'USR comme un potentiel allié, et l'USR est favorable à une certaine continuité avec le mandat de Cioloș. Une coalition entre les deux est donc possible. La percée de l'USR à Bucarest s'explique par l'échec lamentable du PNL. Cela a aussi un lien avec le fait que le scrutin local ne comporte qu'un tour. Sans ça, Gabriela Firea n'aurait jamais remporté la mairie, soyons clair. Mais une campagne nationale suppose des idées nationales, or ce que propose Nicușor Dan n'est pour l'instant valable que pour la capitale.

Le gouvernement actuel est utile pour le PSD, il lui a permis de se replier dans une posture secondaire sans pour autant abandonner ses positions dominantes au niveau local et dans l’administration centrale. »

Voyez-vous Dacian Ciolos toujours Premier ministre après décembre ?

L’une des conditions de Klaus Iohannis pour que Dacian Ciolos demeure en place serait son adhésion à un parti, implicitement le sien, le PNL. Le président mise sur le capital confiance dont dispose Ciolos et sur l’impression de sérieux qui se dégage de son mandat. On verra ce que le Premier ministre va décider, tout comme l’attitude du PNL qui traverse actuellement une crise après la disparition de son aile PDL (Parti démocrate libéral, ndlr) représentée par Vasile Blaga. Le PNL manque cruellement d’idées à l’heure actuelle. Le PSD, à l’inverse, est dans une très bonne posture au niveau local. Il se trouve entre les mains, plutôt fermes, de Liviu Dragnea, son président. Et la lutte entre celui-ci et Victor Ponta n’est pas assez profonde pour créer une hémorragie électorale.

Une victoire du PSD ne marquerait-elle pas un recul pour la Roumanie ?

Elle pourrait effectivement être préjudiciable du point de vue de la justice étant donné que plusieurs de ses membres sont des personnes poursuivies ou qui ont déjà été condamnées. Liviu Dragnea a été condamné au pénal avec sursis. Le PSD n’est pas spécialement reconnu pour être un inconditionnel des idées de justice et de transparence.

Comment jugez-vous le gouvernement actuel ?

Le gouvernement Ciolos est né d’un grand horizon d’attentes. Son existence est cependant dépendante d’un aspect primordial qu’il ne faudrait pas occulter : le fait que le PSD l’ait toléré. Car il s’agit d’un gouvernement utile pour le PSD, il lui a permis de se replier dans une posture secondaire sans pour autant abandonner ses positions dominantes au niveau local et dans l’administration centrale. En prime, le PSD peut se permettre de critiquer le gouvernement. Cette mise en retrait toute relative, après avoir sacrifié Victor Ponta, a été une stratégie intelligente. Quant au gouvernement Ciolos, il ne pouvait pas avoir d’objectifs

réellement ambitieux mais a cependant réalisé quelque chose d’important : l’assainissement du climat public par le biais d’une responsabilisation politique. La conduite de Dacian Ciolos contraste à ce titre énormément avec celle de son prédécesseur (Victor Ponta, ndlr). D’autant qu’il a été confronté à des problèmes qui existent depuis longtemps. La crise de la santé n’est pas une crise du gouvernement Ciolos, il en a hérité. Idem pour la situation dans les prisons. Ils s’est retrouvé comme un pompier de service devant éteindre des incendies dont l’origine est ancienne.

Et le président Iohannis ?

Klaus Iohannis a été le président d’une grande espérance en 2014. Avec la nomination de Dacian Ciolos, il a réalisé un beau coup. Il est cependant difficile de réellement saisir sa vision de la présidence. On peut supposer qu’il souhaite être moins engagé dans les polémiques et préfère consacrer son énergie à des choses de longue haleine. Même si, à mon sens, ce qu’il nomme son « projet de pays » et la commission convoquée ne comportent aucun intérêt. Un tel projet devrait s’articuler autour de mesures visant à réformer l’État afin d’enclencher de profonds changements. Le projet de pays pour la Roumanie, nous le connaissons tous : égalité devant la loi, application de la loi, transparence de la gouvernance, milieu d’affaires propice, des services sociaux de qualité, un équilibre écologique... À ce titre, la diaspora roumaine n’est pas juste un phénomène économique, c’est aussi et surtout le refus d’une société. Beaucoup sont partis car ils ne se reconnaissent pas dans les valeurs de la société roumaine. Mais je ne vois pas pourquoi ces valeurs devraient se retrouver comme un pompier, il n’y a pas besoin de commission ou de rapport pour cela.

« La diaspora roumaine n’est pas juste un phénomène économique, c’est aussi et surtout le refus d’une société. »

Si le mal est connu, pourquoi les changements tardent-ils autant ?

Nous n’y parvenons pas parce qu’il existe une forme de complicité et de duplicité entre les électeurs et les élus. Ainsi qu’un sous-développement endémique dont nous n’arrivons pas à nous débarrasser. Rajoutez à cela l’expérience communiste... Même si 25 ans, c’est beaucoup. D’autres pays s’en sont d’ailleurs mieux sortis. Il faut bien distinguer l’infrastructure de la société de consommation de celle d’une société démocratique. Les malls ne font pas une démocratie, au mieux ils font une société de consommation. Or, une telle société au sein d’une société sous-développée est une caricature du Tiers-monde.



Aujourd’hui, la Roumanie reste malheureusement un pays du Tiers-monde au sein de l’Europe. Ce qui nous sauve, c’est la stabilité politique ainsi que nos options géostratégiques, fondamentalement euro-atlantiques.

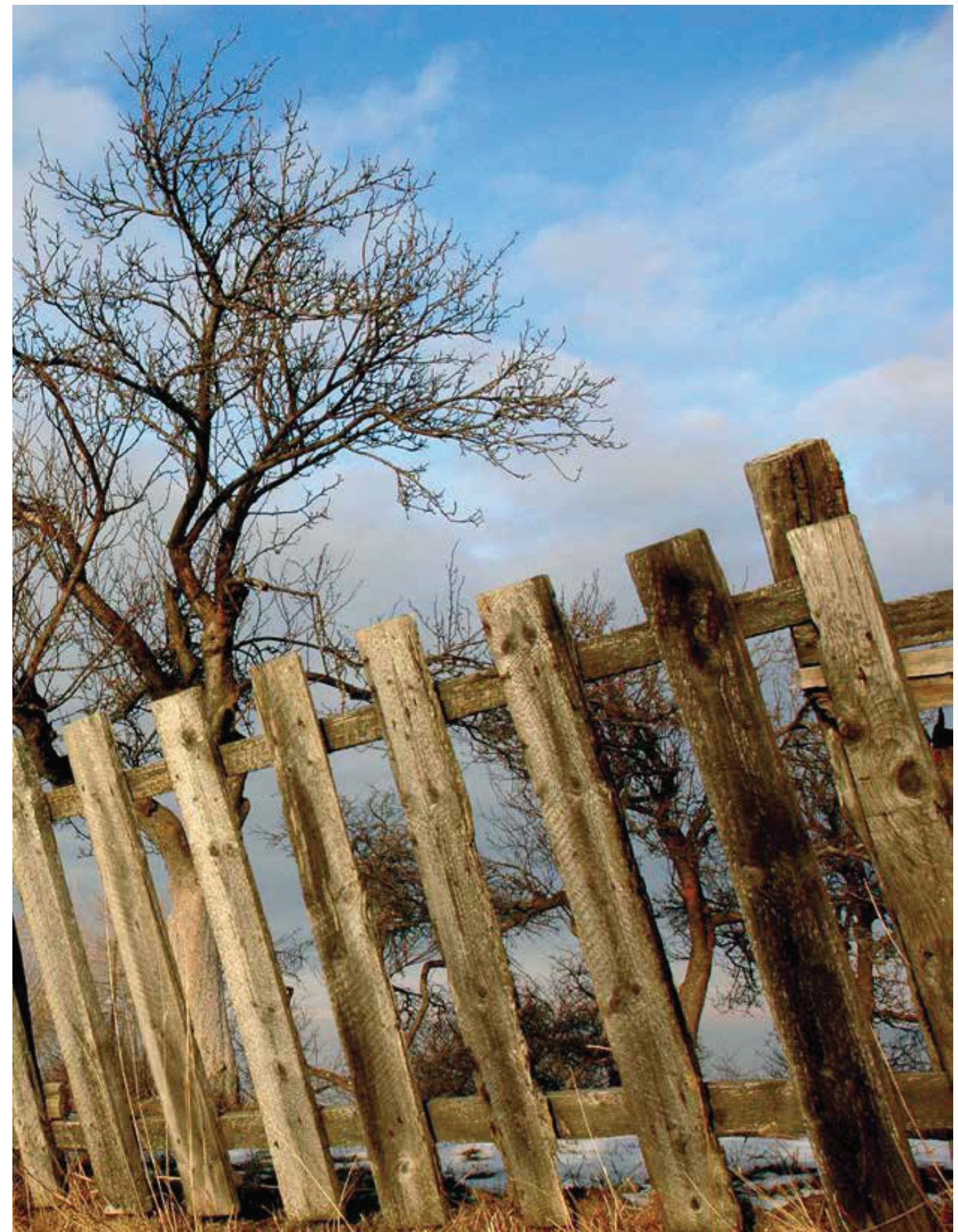
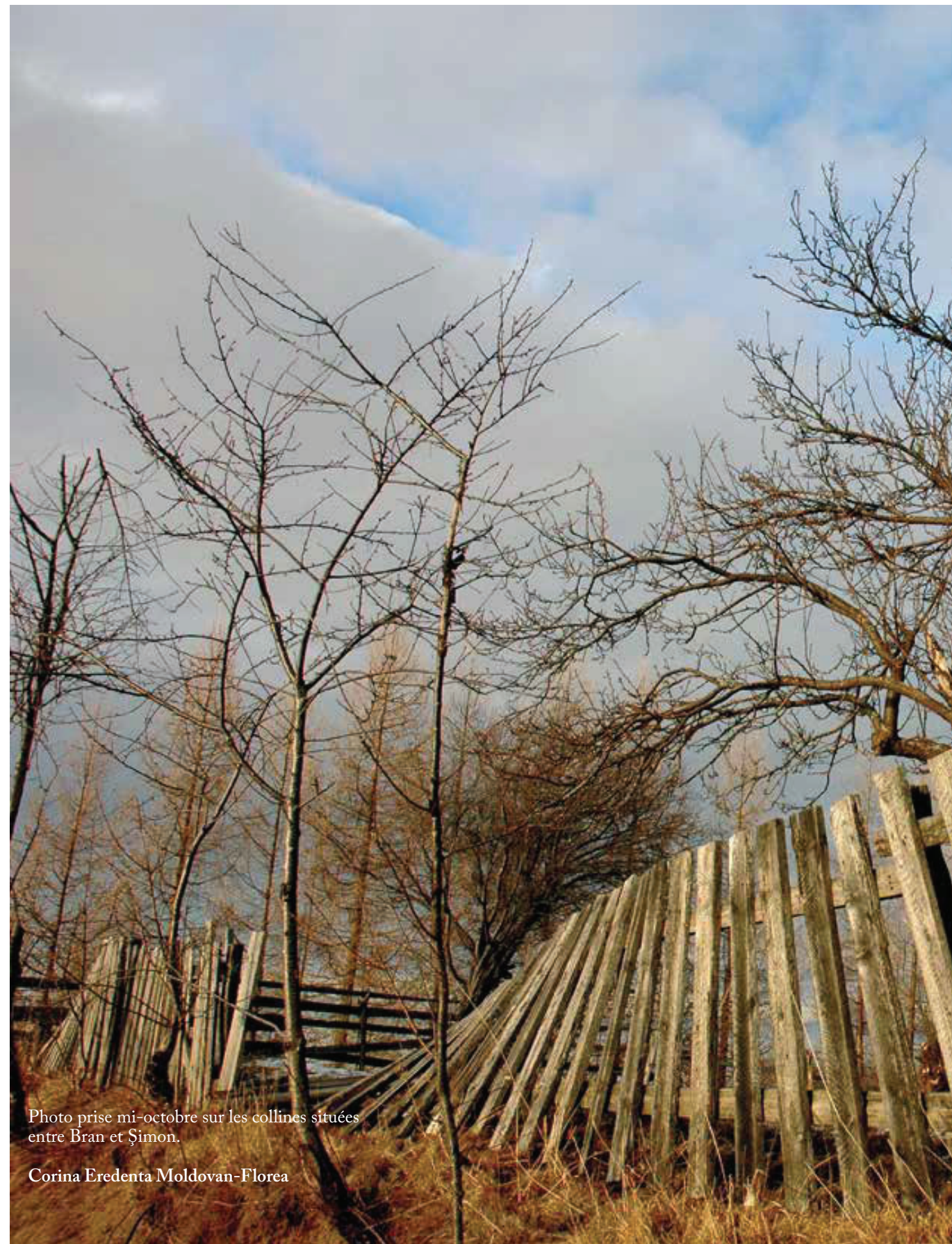
Que pense la diaspora ? Pourrait-elle revenir au pays, en partie ?

À l’heure actuelle, elle est confrontée à un problème lié au droit de vote. Il est inacceptable de pénaliser ces gens sous prétexte qu’ils ne vivent pas en Roumanie. Le lien de citoyenneté dépasse largement le fait de se trouver à un endroit. Le vote de ces individus est plombé par une représentation inadéquate, le nombre de parlementaires qui les représentent est trop faible. Un vote en Roumanie ne pèse pas la même chose qu’un vote à Grenoble ou à Miami. Et ça, les Roumains de l’étranger ne le digèrent pas. Pour revenir à votre question, à mon avis leur réintégration dans la société roumaine est utopique. Tant que la Roumanie continuera d’être comme elle est aujourd’hui, ils ne rentreront pas, d’autant que cela mettrait un terme à leur carrière. Il y a d’ailleurs ici un stéréotype à combattre. Une grande majorité des Roumains de l’étranger constituent un

apport et un plus pour la société où ils vivent. Et non pas un poids. Ce ne sont pas des gens qui courent après les aides sociales ou vivent sur le dos des Européens. Ils contribuent et reçoivent en échange des services, c’est tout à fait normal.

Ce qui vous déprime profondément dans la Roumanie d’aujourd’hui ?

Le manque d’efficacité de l’État dans les domaines qui comptent. Il est inacceptable d’avoir des systèmes de santé et d’éducation à ce point défectueux, tout comme des infrastructures de ce niveau. Je suis, comme tout le monde, atterré de la lenteur avec laquelle nous nous dépêtrons de notre passé. Il n’y a aucune nostalgie à avoir au sujet du communisme car tout ce qu’il nous a légué s’est avéré inutilisable. Nous ne pouvons pas, comme les Européens de l’Ouest, regarder en arrière et être nostalgiques des Trente glorieuses. Nous voulons juste un futur décent. Et cela commence par ne pas mourir à l’hôpital à cause d’une infection, ou ne pas avoir des ambulanciers traitant une attaque de panique au lieu d’un infarctus. Tout comme en finir avec les politiciens arrogants.



Genre de droit

Suite à la demande d'un couple homosexuel, la Cour constitutionnelle est appelée à trancher le 27 octobre sur une question sensible : la Roumanie doit-elle modifier sa législation pour reconnaître les mariages entre individus de même sexe ? Déjà reportée à deux reprises, cette décision risque de susciter une tempête, que ce soit au sein des défenseurs des droits des personnes LGBT * ou parmi les militants pour les valeurs de la famille traditionnelle. Elle devra toutefois passer, le cas échéant, le vote des parlementaires.



Manifestation contre l'homophobie organisée en mai dernier au parc Izvor de Bucarest.

Mihaela Rodina
Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

« Il s'agit d'un dossier complexe. Nous devons analyser en détail la législation européenne en la matière, en plus des documents déposés par les deux intéressés et les différents intervenants », expliquait le 20 septembre dernier le président de la Cour constitutionnelle de Roumanie (CCR), Valer Dorneanu. « Il n'est pas simple de trancher sur un cas ayant un fort impact médiatique », ajoutait-il.

Le dossier porte sur la demande d'un couple gay de bénéficier en Roumanie – devant les autorités, à l'hôpital ou chez le notaire – des mêmes droits que n'importe quelle autre famille. Légalement mariés à Bruxelles en 2010, le Roumain Adrian Coman et l'Américain Clai Hamilton veulent notamment pouvoir s'installer en Roumanie sans que Clai doive renouveler tous les trois mois son permis de séjour. Les deux hommes « sont confrontés à une réalité juridique aberrante : quand ils sont à l'étranger, ils sont mariés, mais dès qu'ils traversent la frontière roumaine, ils ne le sont plus », a déploré Romanița Iordache, vice-présidente de l'association Accept qui défend les droits des minorités sexuelles.

Adrian et Clai se sont adressés à un tribunal d'arrondissement de Bucarest qui a renvoyé le cas à la haute juridiction. Les juges de la CCR doivent maintenant vérifier la constitutionnalité d'un article du code civil selon lequel « les mariages entre personnes de même sexe conclus à l'étranger entre des ressortissants roumains ou étrangers ne sont pas reconnus en Roumanie ».

« La Constitution roumaine protège le droit à la vie privée et à la famille de tous les citoyens. Voilà donc la base légale pour une solution favorable à notre demande », ont indiqué les deux hommes. Rappelant que les membres de leur minorité remplissent leurs devoirs envers l'État, ils ont regretté qu'en l'absence d'une reconnaissance de leur statut, ces derniers soient contraints « de quitter le pays, ou de vivre cachés ».

Selon Accept, plusieurs autres couples gays se sont plaints de discriminations. Deux hommes, parents adoptifs de deux jumeaux, ont ainsi saisi le Conseil national anti-discrimination (CNCD) après qu'on

les ait empêchés de changer leurs enfants dans les vestiaires d'une piscine ouverte dans un hôtel bucarestois. « Très peu de personnes appartenant aux minorités sexuelles ont le courage de s'adresser au Conseil pour dénoncer des discriminations dont elles sont victimes, mais selon les sondages, les homosexuels figurent parmi les trois premières minorités les plus marginalisées en Roumanie », a récemment déclaré le président du CNCD, Csaba Asztalos. Selon lui, un État membre de l'UE n'est pas tenu de reconnaître les mariages ou les unions gays, « mais si la Roumanie ne trouve pas elle-même une solution, la jurisprudence européenne va la contraindre à mettre en place un cadre légal pour protéger les droits de ces personnes ». Aujourd'hui, 15 pays européens, dont 13 membres de l'UE, reconnaissent le mariage homosexuel, tandis que 24 pays européens autorisent l'union civile pour les homosexuels.

Les opposants aux droits de cette minorité ont marqué un point en juillet dernier lorsque la Cour a validé une « initiative citoyenne » visant à formellement interdire dans la Constitution les mariages gays. Les auteurs de l'initiative, des membres d'ONG proches de l'Église orthodoxe, veulent que la Loi fondamentale soit amendée afin de définir le mariage comme « l'union librement consentie entre un homme et une femme », et non « entre époux », comme c'est le cas actuellement. Cette proposition a été transmise au Parlement qui doit la soumettre au vote et, le cas échéant, fixer une date pour la tenue d'un référendum. « Nous attendons que le Parlement vote sur cette question avant les élections » du 11 décembre, ont indiqué les membres de la Coalition pour la famille, qui assurent avoir recueilli 3 millions de signatures en faveur de cet amendement.

Mais la question est délicate, et selon plusieurs élus, elle devra attendre le prochain Parlement pour être examinée. « Se pencher sur ce thème avant les élections n'est pas souhaitable, estime M. Asztalos, cela risque de déclencher une campagne homophobe. »

* LGBT : Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.



Pour des retours gagnants

Ancien banquier à Londres éduqué à Harvard et au MIT (Massachusetts Institute of Technology), et jusqu’à mi-octobre responsable d’une organisation gouvernementale pour les investissements étrangers (InvestRomania), Manuel Costescu soutient qu’indifféremment des résultats des élections législatives, le prochain exécutif continuera les réformes nécessaires à la croissance du pays.

Propos recueillis par Carmen Constantin.
Photo : Mihai Barbu

Regard : Les investissements étrangers ont augmenté de 22% au premier semestre de cette année par rapport à la même période en 2015. Comment l’expliquez-vous ?

Manuel Costescu : Plusieurs éléments ont permis cette hausse. D’abord, la croissance économique de la Roumanie, les milieux d’affaires savent qu’elle est l’une des plus fortes en Europe, cela les amène naturellement à s’intéresser au pays. Petite parenthèse concernant les investissements étrangers : il s’agit d’investissements nouveaux mais aussi de «réinvestissements», ce qui explique aussi cette forte progression. Par ailleurs, le gouvernement actuel est certainement le plus intègre que le pays ait jamais connu. Pour la première fois en 26 ans, nos partenaires nous ont dit qu’ils pouvaient enfin discuter avec nos ministres, qu’ils étaient comme eux. Ce ne fut pas le cas avec les gouvernements précédents. Ce point-là a énormément compté.

Les mesures anti-corruption sont donc convaincantes aux yeux de ces investisseurs...

Oui, sans nul doute. C’est même l’un de nos principaux atouts. Je vais vous donner un exemple. J’ai passé ces jours-ci à discuter du partenariat stratégique entre les États-Unis et la Roumanie [l’entretien avec *Regard* a été réalisé début octobre, ndlr]. L’une des premières choses dont m’a fait part Victoria Nuland [adjointe du secrétaire d’État américain pour les affaires européennes et eurasiatiques, ndlr] est que ce partenariat avait atteint un autre niveau de discussion grâce principalement à la lutte anti-corruption. De fait, à leurs yeux, cette lutte supplante la croissance économique. Évidemment, il faut continuer et ne pas en rester là, mais pour beaucoup de pays, la Roumanie est devenue un modèle de combat contre les corrompus.

L’une des critiques récurrentes émise par les investisseurs étrangers est l’instabilité de la législation fiscale. À quand davantage de continuité ?

Très bientôt, j’en suis persuadé, tous les politiques comprennent aujourd’hui que davantage de cohérence législative est absolument nécessaire. Par rapport à il y a cinq ans, notre pays

a atteint un certain niveau de sophistication en termes politique, économique et social. Nous disposons désormais d’un système plus complexe. Mais pour que ce système général fonctionne, nos institutions doivent s’améliorer, il n’y a pas d’autre alternative. Et aujourd’hui, dans ce domaine des institutions, la Roumanie est obligée d’aller plus loin. Nous avons déjà su créer des entités publiques et privées qui ont les capacités de compenser le vide administratif au sein duquel le pays a vécu pendant si longtemps. Si l’on prend le secteur de l’énergie, par exemple, les discussions sont déjà d’un tout autre niveau. Nous parlons de projets et de partenariats complexes qui ont besoin d’analyses, ces mêmes analyses ayant besoin de structures compétentes. On ne se pose plus de questions du genre «comment faire pour passer la frontière avec une conduite de gaz ?» Non seulement nous sommes-nous habitués à être indépendants dans ce domaine, mais nous avons aujourd’hui des discussions de haut niveau sur l’exploitation énergétique de nos ressources. Qui se doivent d’être menées à bien.

Il reste effectivement beaucoup à faire concernant l’exploitation énergétique...

Oui, mais beaucoup d’efforts ont aussi été faits. Prenez l’exemple du projet Brua sur la conduite de gaz entre la République de Moldavie et la Roumanie. Nous avons réussi à créer des standards qui désormais réglementent les constructions de ce type. Par ailleurs, une partie du secteur énergétique s’est modernisé avec succès. Aujourd’hui, 85% de l’énergie consommée chaque nuit au niveau national provient des éoliennes de Dobrogea. Ces éoliennes nous permettent aussi d’exporter, en Hongrie, en Ukraine... Sans parler des biocombustibles, de nombreux investissements sont en cours dans ce domaine, d’autres sont déjà sur le point de commencer leur production.

Par rapport aux autres pays de la région, quels sont selon vous les points forts de la Roumanie ?

En premier lieu, nos ressources humaines. La Roumanie est plus qu’un pays à la main-d’œuvre bon marché, elle offre désormais la possibilité de produire de façon très sophistiquée. Autrement dit, notre principal atout est de disposer d’une force de travail qualifiée à un coût juste, ce n’est pas autant le cas ailleurs. Autre point fort, la connaissance des langues étrangères ; 85% de ce que le pays exporte est fabriqué par des sociétés

étrangères implantées ici. Ces sociétés ont besoin d’employés qui sachent parler plusieurs langues, non seulement pour interagir avec eux mais surtout pour vendre leurs produits.

Où situez-vous la France en tant que partenaire ?

Je crois que les Français ont très vite et très bien compris comment fonctionnait la Roumanie. Ce qui m’impressionne est de voir que la plupart des grandes sociétés du CAC 40 sont ici, et que plus de 8 000 PME françaises sont également actives dans le pays. Il s’agit d’un portfolio immense qui participe grandement à la croissance de la Roumanie. La France est un partenaire très solide. De fait, elle fait partie de nos trois grands investisseurs aux côtés de l’Allemagne et de l’Autriche.

Êtes-vous confiant quant à la prochaine législature ? Les politiques et projets que vous avez commencés pourront-ils continuer ?



Engie - Acteur de référence sur le marché de l'énergie en Roumanie

- Distribution de gaz naturel
- Fournisseur de gaz naturel
- Services techniques et d'efficacité énergétique
- Fournisseur d'électricité
- Production d'énergie électrique



« Je pense que les Roumains qui ont étudié ou fait carrière à l'étranger devraient également faire quelque chose pour leur pays, que ce soit être actif civiquement ou politiquement »

Je suis très optimiste. Tout gouvernement souhaite aujourd'hui que la croissance perdure. Récemment, j'ai eu l'occasion de discuter avec divers hommes politiques, de partis différents ; tous m'ont dit qu'ils soutiendraient fortement les activités de l'entité InvestRomania. Ce qui me semble le plus normal, tous veulent que nous continuions à attirer de nouveaux investisseurs afin que le pays en bénéficie. Et ils sont conscients que certaines réformes doivent être

poursuivies. Ce qui reste à faire est plutôt clair, et je suis convaincu que le prochain gouvernement le verra de la même façon : il nous faut des autoroutes, améliorer notre système d'enseignement, encourager l'emploi, instaurer davantage de continuité législative, et encourager les exportations afin d'arriver à la moyenne des pays du groupe de Visegrád [République tchèque, Pologne, Slovaquie et Hongrie, ndlr].

Dans un avenir proche, quelle position pourrait vous intéresser ?

Il m'est difficile de vous répondre. Je suis revenu en Roumanie en début d'année après 21 ans passés à l'étranger. Ce qui est certain, c'est que je compte continuer à m'impliquer pour mon pays. Et je vous dirais davantage : je pense que les Roumains qui ont étudié ou fait carrière à l'étranger devraient également faire quelque chose pour leur pays, que ce soit être actif civiquement ou politiquement. Sinon, la Roumanie continuera d'être gouvernée par des individus qui perpétueront un clientélisme néfaste, une façon de faire qui a paralysé notre société. Les choses sont en train de changer, mais il faut plus d'efforts et plus de gens concernés et compétents.

Depuis 2014, une compagnie de théâtre créée par des femmes roms secoue la scène bucarestoise. La comédienne Mihaela Drăgan en est l'initiatrice, une artiste qui s'inscrit dans un mouvement plus large, le féminisme façon rom.



Mihaela Drăgan dans *Del Duma*.

Femme rom femme

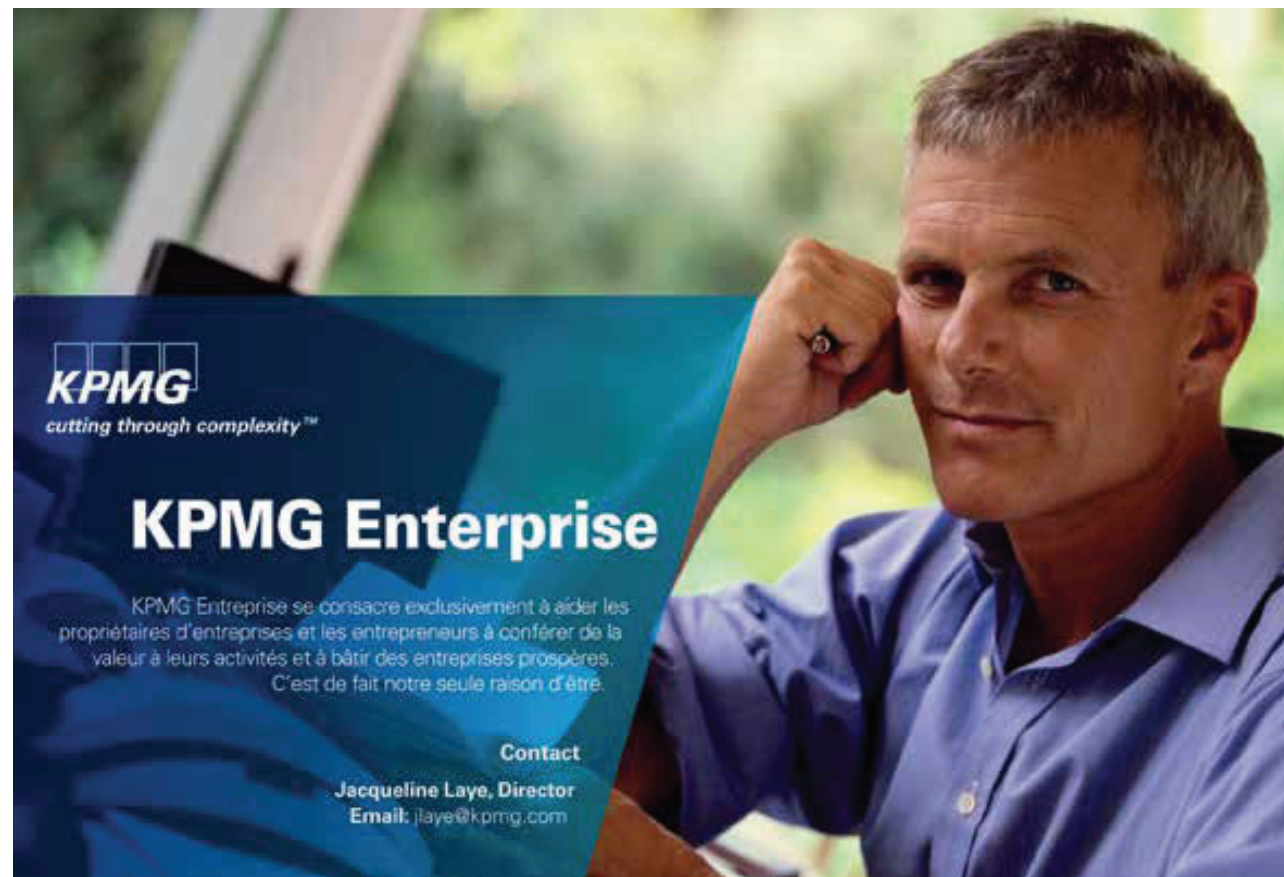
Marine Leduc
Photos : Andreea Câmpeanu

Dans le décor d'un cabaret, trois femmes apparaissent sur scène pour présenter ce qui semble être un spectacle folklorique où des Roms dansent, chantent et font tourner leurs longues jupes. Sauf que rien ne se passe comme prévu ; pas de robes à fleurs, ni de danses sensuelles. Les protagonistes, affublées de mini-jupe ou de pantalon en cuir, entament des monologues sur leurs relations amoureuses et leurs expériences de femme rom dans la société roumaine. Vanessa, grande vedette, est critiquée pour avoir assumé son identité rom. Sidonia avoue que, petite, elle se frottait la peau pour la blanchir. Et Stela se confie sur sa préférence pour les femmes.

« C'était notre intention de faire de Gadjó Dildo une pièce très provocatrice », soutient Mihaela Drăgan, figure de proue de la compagnie de théâtre Giuvlipen, « féminisme » en langue romani. « Le titre est un jeu de mots avec Gadjó Dilo, le film de Tony Gatlif, où une femme rom jouée par Rona Hartner concentre tous les clichés de la gitane hyper sexualisée. Avec notre pièce, on a voulu renverser ces stéréotypes et réintégrer notre sexualité, nos corps et nos voix dans l'espace artistique roumain. »

Le spectacle a été joué une quinzaine de fois dans les théâtres indépendants de la capitale et à l'étranger. Les salles étaient comblées à chaque représentation. Pour Zita Moldovan, qui interprète le personnage de Vanessa, le succès ne doit pas cacher les réactions négatives suscitées par la pièce : « Beaucoup de personnes ont été choquées, notamment des hommes roms qui se demandaient pourquoi on faisait ce genre de spectacle, et pour qui le féminisme et l'homosexualité ne font pas partie de la culture rom. »

Des réactions qu'elle avait déjà connues dix ans auparavant, lorsqu'elle a commencé à présenter une émission dédiée aux Roms sur Național TV, *Și eu m-am născut în România* (Moi aussi je suis né en Roumanie). Habillée d'une robe courte et affirmant ses opinions, Zita avait essuyé les critiques ; on lui reprochait de ne pas « respecter la tradition » et de ne pas « être une vraie femme rom ». Ce à quoi elle avait répondu : « Qui décide ce qui fait que je suis rom ou non ? Bien sûr que je le suis, je ne suis pas obligée de porter une jupe longue pour l'être. »





Scène du spectacle *Gadjo Dildo*

Les femmes roms qui s'affirment féministes restent rares, mais le mouvement a commencé à prendre ses marques sur le continent européen. En 2014, la Suédoise Soraya Post, dont la mère a subi une stérilisation forcée, a été la première députée européenne à afficher son identité rom et féministe. En Roumanie, le féminisme rom est représenté par des figures telles que Nicoleta Bițu à Bucarest ou Letiția Mark à Timișoara. Carmen Gheorghe est aussi l'une d'elles. Après avoir publié une thèse sur le féminisme rom, elle a créé E-Romnja en 2012, première association rom et féministe de Roumanie. « *Il est difficile de savoir quand et comment le féminisme rom est apparu, explique-t-elle, mais il est devenu nécessaire que les femmes roms soient mieux représentées en Roumanie comme ailleurs.* »

Son objectif ? Inclure les particularités ethniques dans le mouvement féministe, et les spécificités du genre dans le mouvement rom... « *Plusieurs femmes ont eu besoin d'élever leur voix contre les discriminations dont elles étaient victimes de la part des non-Roms, mais aussi contre le système patriarcal et les violences domestiques que l'on retrouve à la fois dans la société roumaine et dans certaines communautés roms.* » Pour Carmen Gheorghe, ce que font Mihaela, Zita, et les autres actrices de Giuvlipen est surtout courageux : « *Avoir des femmes roms et féministes qui produisent leur propre art est important, car la représentation des Roms dans les arts a toujours été entre les mains de non-Roms. Elles doivent faire face à un environnement raciste et sexiste, où les comédiennes roms ne jouent que des sorcières, des voleuses ou des femmes séductrices.* »

Le féminisme de Mihaela Drăgan s'est affirmé quatre ans auparavant, lorsqu'elle a commencé ses recherches pour sa pièce *Del Duma*. Elle y interprète plusieurs femmes roms qui partagent leurs expériences du mariage précoce. Toutes les histoires racontées sont véridiques, tirées de témoignages qu'elle a elle-même recueillis. « *C'était la première fois que je me rendais compte des inégalités*

entre les hommes et les femmes, explique Mihaela Drăgan. *Ce travail a été très dur pour moi, je ne voulais pas tirer de conclusion hâtive sur le mariage des mineures. Le sujet est sensible et difficile à saisir.* » Au bord de l'abandon, et malgré les difficultés, elle décide de mener son projet à terme. « *Après avoir entendu toutes ces histoires, je me suis dit qu'il fallait que je transmette un message, que je montre cette réalité. On me disait que cela faisait partie de la culture rom. Non, cela ne fait pas partie d'une culture de marier son enfant à 13 ans !* »

Carmen Gheorghe partage le point de vue de Mihaela sur un sujet qui reste tabou dans le mouvement rom. Beaucoup ne veulent pas en parler par peur d'une énième stigmatisation. Selon elle, « *d'autres communautés pratiquent le mariage de mineures, il n'y a pas que les Roms. Mais c'est un problème qui doit être dénoncé pour mieux le combattre.* »

La compagnie Giuvlipen accède difficilement aux financements des institutions et organisations roms, et bénéficie surtout du soutien d'associations féministes. Pour Mihaela, la raison est simple : « *Pour la plupart des Roms, nous divisons la lutte. C'est dommage, car nous commençons à toucher un large public, en Roumanie et à l'étranger. J'aime jouer Del Duma dans des communautés roms isolées afin de provoquer une prise de conscience. Pour nous, l'art peut avoir un impact plus fort dans la société que les discours politiques.* »

Et sa détermination paie. En avril 2015, un article du quotidien britannique *The Guardian* la désigne comme l'une des « *féministes qui changent le monde* ». L'année prochaine, elle s'envolera pour New York, où elle fera partie des vingt nominées pour le Prix international de théâtre Gilder/Coigney qui récompense des comédiennes du monde entier. « *Une actrice rom qui représente la Roumanie, c'est une victoire* », conclue-t-elle avec fierté. Mais ce sera surtout la voix des femmes roms qu'elle portera, à l'ombre des gratte-ciels.

LA CHRONIQUE

de Nicolas Don

Un essai à transformer

24 heures à peine. C'est la durée de la visite de François Hollande en Roumanie, mentionnée dans les annales diplomatiques comme ayant eu lieu le 12 et le 13 septembre dernier. Arrivé à 23 heures et reparti le lendemain, après le dîner officiel offert par son homologue Klaus Iohannis, le chef de l'État français a néanmoins marqué les esprits. Tout d'abord ceux de ses hôtes roumains, grâce à une petite phrase sur l'efficacité des aéroports locaux en matière de sécurité. Cela a suffi pour que tous les commentateurs roumains parlent de porte entrouverte pour l'adhésion à l'espace Schengen, inaccessible Graal de la diplomatie roumaine depuis son entrée dans l'Union européenne en 2007.

François Hollande a également plaidé pour une coopération européenne en matière de défense, tout en inaugurant une usine d'Airbus Hélicoptères à Ghimbav, près de Brașov, qui assemblera le H215, la dernière évolution du Super Puma. Cet appareil est appelé à devenir la Logan des hélicoptères sur le marché global. C'est dire si le succès de la Dacia de Renault inspire l'industrie française en Roumanie.

Inspiré, François Hollande l'était tout autant lors de la rencontre avec les milieux d'affaires franco-roumains, en saluant l'intensité des relations économiques bilatérales illustrée par la présence de quelque 500 entreprises françaises dans le pays. La France, affirme François Hollande, est capable de répondre « *à tous les besoins de l'économie roumaine* ». Mais – précision importante et très agréable aux oreilles de l'auditoire – ce n'est pas en raison du coût peu élevé de la main-d'œuvre locale. Les domaines visés sont ceux de l'économie de demain : des start-up aux transports, en passant par les énergies nouvelles et l'environnement.

L'éducation et la culture, moteurs essentiels de l'affect commun, n'ont pas été oubliées. 2018, l'année du centenaire de la création de la Roumanie moderne, fera l'objet de sessions culturelles croisées, que l'on nous promet riches et intenses.

Reste à mettre en pratique ces belles paroles dans le quotidien d'une relation Paris-Bucarest visiblement réchauffée, grâce à un dialogue constant avec le très francophone gouvernement du Premier ministre Dacian Cioloș.

Faut-il y voir un premier signe ? Le ministère des Transports annonce que la fameuse autoroute Pitești-Sibiu – attendue comme le Messie d'un réseau autoroutier squelettique, qui freine considérablement le développement du pays – verra finalement le jour en 2021, soit un an en avance. Alléluia !

"Avec Groupama, je suis sûr de tenir mes promesses. Parce qu'eux, leurs promesses, ils les tiennent."

Occupe-toi de ce qui compte vraiment

Les avantages des assurances Groupama

Habitation: paiement du sinistre en 72 heures

Santé: prévention, diagnostic, soins

Casco: assistance routière en moins d'une heure

Centre d'appels: attente de 30 secondes maximum

Les détails concernant les avantages de Groupama et les conditions dans lesquelles vous pouvez en bénéficier sont disponibles sur www.groupama.ro/colectia-de-avantaje

Asigurăm tot ce contează pentru tine.

Ală Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro

Asigurări

Médecin et récemment sacrée championne du monde de mountainboard, sport extrême né en Californie au début des années 1990, Sonia Nicolau, 31 ans, cumule les réussites. Portrait.



Sonia Nicolau, lors du championnat mondial de mountainboard qui s'est déroulé à Novi Sad en Serbie début septembre.

Éprise de vitesse

Mihaela Cărbunaru
Photo : M.B.

« Il y a ce dicton qui dit de faire attention à ce qu'on souhaite, car cela risque d'arriver. Et bien, c'est ce qui m'est arrivé (sourire). Dès l'âge de six ans, je rêvais d'être championne dans un sport. C'est à ce même âge que ma mère a décidé de couper court à toutes les activités sportives où je me faisais remarquer, il fallait d'abord que je réussisse à l'école. 25 ans après, je suis devenue championne du monde de mountainboard. Bien sûr, ma mère est aujourd'hui très fière, mais elle ferme toujours les yeux quand elle me voit faire des sauts, même devant des vidéos », s'amuse Sonia.

Cette jeune femme blonde d'à peine 1 mètre 60 a suivi sans grincer des dents le parcours souhaité par sa famille. Elle est devenue médecin, et depuis deux ans, elle s'est spécialisée dans la médecine sportive. « *Moi-même sportive de haut niveau, je comprends très bien mes patients, ils sont aussi plus enclin à me parler* », dit-elle.

Ski, snowboard, kite, planche à voile, parapente, escalade, VTT... Sonia aime le frisson, mais n'est pas d'accord avec le mot « *extrême* » ; selon elle, tout sport peut être extrême, cela dépend de la façon dont on le pratique. « *J'ai davantage peur de la méchanceté des gens que de la mort. Généralement, dans le sport, je prends toutes les précautions pour réduire les risques au maximum. En société, nous sommes obligés d'interagir avec les autres et on ne peut pas toujours se protéger de la bêtise et de la malice* », poursuit-elle, yeux bleus scintillants, elle qui n'est montée sur des skis qu'à partir de 18 ans.

Le mountainboard, ou planche tout terrain, est arrivé en Roumanie en 2007 grâce à un groupe de passionnés. Ce sport, mélange de snowboard, de planche à roulettes et de VTT, se pratique sur tout type de terrain : herbe, terre, bitume, sable... Début septembre, Sonia était l'une des compétitrices d'un trajet sur piste lors du dernier championnat mondial organisé en Serbie. Suite aux éliminatoires, elle fut parmi les huit femmes sélectionnées pour la finale.

« *Il y a deux ans, le champion mondial m'a dit qu'il n'avait jamais vu une fille aussi agressive dans la descente, c'est lui qui m'a encouragé à participer aux compétitions* », se rappelle-t-elle.

« *La pression psychique était énorme avant le concours, raconte Sonia, sans sponsor ni entraîneur personnel. Je ne m'étais presque pas préparée ces deux dernières années. Je n'ai pas pu dormir la nuit précédant la finale. Heureusement, une fois sur la planche, je me suis concentrée et j'ai tout donné ; j'étais la plus légère parmi les huit participantes qualifiées, il fallait ne pas freiner et surtout ne pas descendre de la planche. Les autres filles, plus lourdes et plus grandes que moi, ont dû s'arrêter sur certaines portions du parcours à cause de la vitesse.* »

Aujourd'hui, Sonia savoure sa victoire en famille. En attendant un autre rêve...



LA CHRONIQUE d'Isabelle Wesselingh

journaliste à l'Agence France-Presse

Qu'est-ce que la « performance » ?

L'année scolaire a commencé depuis des semaines. Parents et enfants ont pris leur rythme de croisière : les livres et cahiers ont été achetés, les premières réunions avec les professeurs ont eu lieu, le réveil sonne à heure fixe pour tout le monde le matin, on souhaite « bon courage » pour les tests. Pour ceux qui ont le rythme roumain « du matin », c'est-à-dire école de 8 heures à 14 heures, viennent le déjeuner et une après-midi de devoirs, entre leçons de physique et d'histoire, exercices de roumain sur le genre lyrique ou épique, cassettes mathématiques. Même routine pour les élèves français sauf que la journée scolaire s'étend elle sur le matin et l'après-midi.

Dans ces mois rythmés de tests et de révisions, de petits événements scolaires entre élèves, de discussions sur les professeurs appréciés ou détestés, d'organisation minutée, d'angoisse parentale sur les devoirs faits ou non faits, une belle égalité semble unir élèves et parents de tous établissements. Pourtant, le vernis craque rapidement et les inégalités apparaissent.

Dès les premiers jours, l'incapacité de nombreuses écoles roumaines à fournir les manuels à leurs élèves (dans la classe de mon fils, plusieurs familles se sont retrouvées avec seulement trois livres sur les 10 nécessaires) forcent les parents à acheter ces livres. Certains n'ont pas l'argent pour le faire – faut-il rappeler la faiblesse du salaire roumain moyen, moins de 400 euros nets – et leurs enfants se retrouvent sans certains manuels. Puis l'école s'attache souvent, trop souvent, à ne valoriser que ceux qui participent et réussissent aux fameuses « Olympiades ». Rien de critiquable à priori dans le fait que certains enfants participent à des concours d'excellence, mais quand les professeurs au quotidien ne font que s'intéresser à ces enfants au détriment du reste de la classe, la chose devient problématique. Souvent, dans la classe, on ne valorise plus

l'effort accompli, la compréhension ou l'intérêt d'apprendre pour s'enrichir soi-même, mais uniquement le fait d'être au-dessus des autres. En parlant avec plusieurs parents, certains m'ont confié être incapables de trouver un professeur de mathématiques disposé à donner un cours à leurs enfants qui peinent avec certaines leçons. Nombre de professeurs répondent : « nous ne travaillons qu'avec les enfants dont le niveau est supérieur aux autres pour les Olympiades. » Ceux qui n'ont pas de problème reçoivent ainsi une aide supplémentaire, alors que ceux qui devraient être aidés peinent à l'être. « Je ne travaille qu'avec les enfants dont les parents souhaitent qu'ils réalisent des performances », me dit l'un de ces professeurs. Mais qu'est-ce que qu'une performance ? N'est-ce pas aussi travailler davantage pour surmonter une difficulté ? Voir des élèves de milieu défavorisé s'accrocher à l'école malgré une histoire familiale ou des conditions matérielles qui les en détournent, n'est-ce pas une performance aussi louable qu'une réussite à une Olympiade ? L'école devrait favoriser l'égalité des chances mais elle semble faire le contraire. La France ne s'illustre guère mieux. L'école française est devenue la plus inégalitaire des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique, une « fabrique de l'injustice », titrait *Le Monde* fin septembre.

Un professeur qui travaille depuis des années avec passion et dévouement dans une école fréquentée par des enfants de familles très pauvres et déstructurées dans l'est de la Roumanie me dit un jour : « Il est illusoire de penser qu'en ne donnant pas leurs chances à tant d'enfants, notre société pourra mieux se porter. Au contraire, laissés pour compte, ces gens deviendront des problèmes alors qu'on pourrait leur donner de l'espoir et un avenir. »



**NOUVEAU PNEU MICHELIN CROSSCLIMATE.
ARMEZ-VOUS FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES.**

Michelin crée aujourd'hui CrossClimate, le premier pneu capable de faire face aux aléas climatiques grâce à ses performances révolutionnaires dont le freinage sur sol sec⁽¹⁾, l'adhérence sur sol mouillé (pneu noté A pour le critère « adhérence sur sol mouillé ») et la motricité sur la neige⁽²⁾ (certifié 3PMSF⁽²⁾ pour ses performances sur sol enneigé).

Testez l'innovation MICHELIN CrossClimate sur :
crossclimate.michelin.fr

 **MICHELIN**
Une meilleure façon d'avancer

(1) Testé par l'organisme allemand TÜV SÜD en Déc 2014 sur les dimensions 205/55 R16 & 195/65 R15.
(2) 3PMSF : Three Peak Mountain Snow Flake, certification hiver.



Le talent d'en rire

Texte et photos : Aline Fontaine

À quelques encablures de la mairie de Petroșani, le nouveau musée du plombier roumain est inratable. Au milieu des bâtiments gris, c'est le seul multicolore. Un trousseau rempli de clés à la main, Ion Barbu met quelques minutes à en ouvrir la porte. « *J'ai toutes les clés des musées que j'ai déjà ouverts, alors il faut que je trouve la bonne* », s'excuse-t-il.

Son chapeau de paille donne le ton du moment à venir. On peut y lire « *cap de bonne espérance* », écrit par son propriétaire lui-même. Un jeu de mots autour de *capul* qui signifie à la fois « tête » et « cap » en roumain. Ça y est, Ion Barbu a déniché la bonne clé. Il pousse la barrière. L'écriteau qui domine l'entrée garantit une visite joyeuse : « *Musée du plombier roumain, 100 % humour* ».

Une à une, les mines de la vallée du Jiu ferment. Le caricaturiste Ion Barbu, lui, n'a pas envie de voir la région sombrer. Déjà à l'initiative de plusieurs curiosités artistiques, il vient d'ouvrir le musée du plombier à Petroșani, un hymne à l'humour et au surréalisme. Voyage dans un univers plein de contrastes.

Des dizaines d'objets recouvrent les murs de la maisonnette. Ici une scie sauteuse donnée par un ami, là, un violon chiné chez un antiquaire. Au-dessous de chaque élément apparaît une phrase en français : « *Ceci n'est pas une scie sauteuse* », « *Ceci n'est pas un violon* »... Tout en haut de la façade principale figure le portrait en médaillon de René Magritte, signé lui aussi d'un « *Ceci n'est pas René Magritte* ». À travers ce musée, Ion Barbu veut rendre hommage à l'artiste belge, un des plus grands maîtres du surréalisme, souvent connu pour son tableau « *Ceci n'est pas une pipe* »... « *Comme dans l'œuvre de Magritte, dont je suis le plus grand fan, mon idée est d'inviter les gens à regarder au-delà de la réalité. Tout ce que vous voyez n'est peut-être pas ce que vous voyez, un deuxième sens peut s'y cacher.* »

Et « *le plombier roumain* » dans tout ça ? Son esprit plane derrière tous ces objets amassés. « *Quand la Pologne est entrée dans l'Union européenne, tout le monde a eu peur du plombier polonais. Ce stigmate n'était pas nécessaire. Nous aussi, en Roumanie, nous avons collé une étiquette au plombier «Dorel», or finalement nous sommes tous un peu plombiers, nous essayons tous de bricoler tout ce que nous pouvons chez nous pour donner une deuxième vie aux objets* », explique-t-il.

Après l'extérieur du musée, il y a l'intérieur, où l'artiste a agencé plus de 300 installations. Cette fois les mots ont presque disparu, peu d'œuvres ont un titre, chacun est libre de comprendre ce qu'il veut. « *C'est ce qui me plaît dans la caricature sans mot, même si c'est fait en 3D, ça libère l'imagination, moi j'ai une représentation, vous une autre* », poursuit Ion Barbu.

Au fond du musée, dans ses divagations toutes plus drôles et intelligentes les unes que les autres, Ion Barbu revisite l'histoire de l'art. Ainsi, sous un tableau de Botero, connu pour ses personnages aux formes arrondies, il a installé une pompe, au cas où quelqu'un voudrait les gonfler davantage. Mae Vest, l'œuvre de Dali, se transforme en Mae Est, avec des éléments roumains pour les différentes parties du visage. À l'homme qui se cache les oreilles dans le Cri d'Edvard Munch, Ion Barbu prête un casque de chantier anti-bruit.

Viennent des pièces plus provocatrices telles que ces bombes de peinture collées à une horloge et entourées d'une ceinture, un pied de nez aux terroristes qui ont sévi à Paris. « *C'est un message positif, je n'ai pas mis de dynamite mais de la peinture. C'est l'art qui devrait produire une explosion, et c'est à l'artiste de choquer les gens, encore plus* ».



Le système centralisé de chauffage urbain
Continuité. Confort. Sécurité.
Economies de coûts et d'énergie.
Protection de l'environnement



VEOLIA ENERGIE ROMANIA
Bd. Barbu Vacarescu, nr. 241 A, et. 3 si 4,
sector 2, Bucuresti
(+40) 21 322 86 37
www.veolia.ro





aujourd'hui. Si l'art est trop gentil, personne ne le remarquera. Tout acte artistique doit être doublé d'un courage formidable », argumente Ion Barbu.

Et l'artiste ne manque pas d'audace, surtout quand il s'agit de critiquer la politique roumaine. D'abord celle du passé. Dans un coin dédié à l'époque de Ceaușescu, Ion Barbu a posé une poitrine de femme en plastique recouverte d'une dizaine de soutien-gorges. « Quand il faisait 12°C dans les appartements, il nous disait, « enfilez des vêtements ! », alors j'ai mis plusieurs couches de soutien-gorge à cette femme », dit-il en souriant.

L'homme au chapeau est encore plus acerbe lorsqu'il traite de la politique actuelle. « Voici une photo du Parlement avec toutes les espèces d'animaux qui y trônent, des vaches, des oies, des cochons, des chiens ou encore des chèvres », lance-t-il dans un rire contagieux.

Et dire que les habitants croyaient que le maire ouvrait une maternelle pour les enfants quand ils ont vu les murs se recouvrir de phrases en français. S'ils entraient dans le musée, ils seraient surpris. Mais ses inventions attirent surtout des Roumains d'ailleurs, des étrangers, peu de locaux. « Ici, l'esprit civique est mort, les gens ne sont pas prêts pour ce genre de musée et ça leur fait peur, soutient-il, un brin désœuvré. Le maire ne veut même pas embaucher quelqu'un pour permettre une ouverture à plein temps. Je viens ici deux heures par jour quand je suis là, mais ce n'est pas suffisant. Si les gens passent et trouvent porte close, ça ne va pas les encourager. »

À lire dans le prochain Regard, la suite des aventures artistiques de Ion Barbu à Petrila.



Maison

A la maison aussi je veux vivre de nouvelles expériences. Parce que je suis chez Orange.

Services fixes par fibre

Orange Home

- Internet par fibre, 1 Gbit/s
- Télévision par câble
- Smart Home

Vous rapprocher de l'essentiel

www.orange.ro

Tomo MINODA a posé ses valises à Bucarest en 2006, après 20 ans de carrière comme photographe à Tokyo. Professionnel exigeant, il parcourt les reflets, les ombres, les transparences et aborde chaque photo comme un unique portrait.

Matei BRANEA est graphiste, auteur de bandes dessinées, réalisateur de films d'animation, créateur de nombreux projets artistiques, dont le plus important est le film *Omulan* (2012). Il est diplômé de l'Université nationale d'art théâtral et cinématographique de Bucarest. Sa vision incisive est empreinte d'humour noir et d'ironie.

Le 23 janvier 1936, à la demande d'une poignée d'intellectuels et de diplomates, français et roumains, la France acquiert la maison Olănescu pour y créer un Institut d'études supérieures. Cette maison allait vite connaître des temps difficiles, de la Seconde Guerre mondiale aux années de dictature. Néanmoins, quatre-vingts ans plus tard, au 77 du boulevard Dacia, elle est encore le siège de l'Institut Français de Bucarest.

Pour en restituer l'histoire, Richard Edwards a interrogé la « mémoire des lieux », de Bucarest à Nantes, de Paris à Berlin, mettant au jour les souvenirs, les secrets, les joies et parfois les peurs. Dans cette demeure de boyards, cossue, dont l'agencement intérieur ne cesse de se modifier au fil des décennies, au point que les plans sont à retracer sans cesse, à travers chroniques et portraits, se dessine une histoire franco-roumaine, l'histoire d'une amitié entre deux pays.

Richard Edwards est un voyageur, non pas tant du monde, mais des pierres, les vieilles, celles qui donnent à lire l'histoire des hommes. Pendant sept ans, il dirigea la Saline royale d'Arc-et-Senans, en Franche-Comté. Aujourd'hui il est chroniqueur d'une Roumanie singulière sur Radio România International.

*Photos de Tomo Minoda.
Dessins de Matei Branea.*

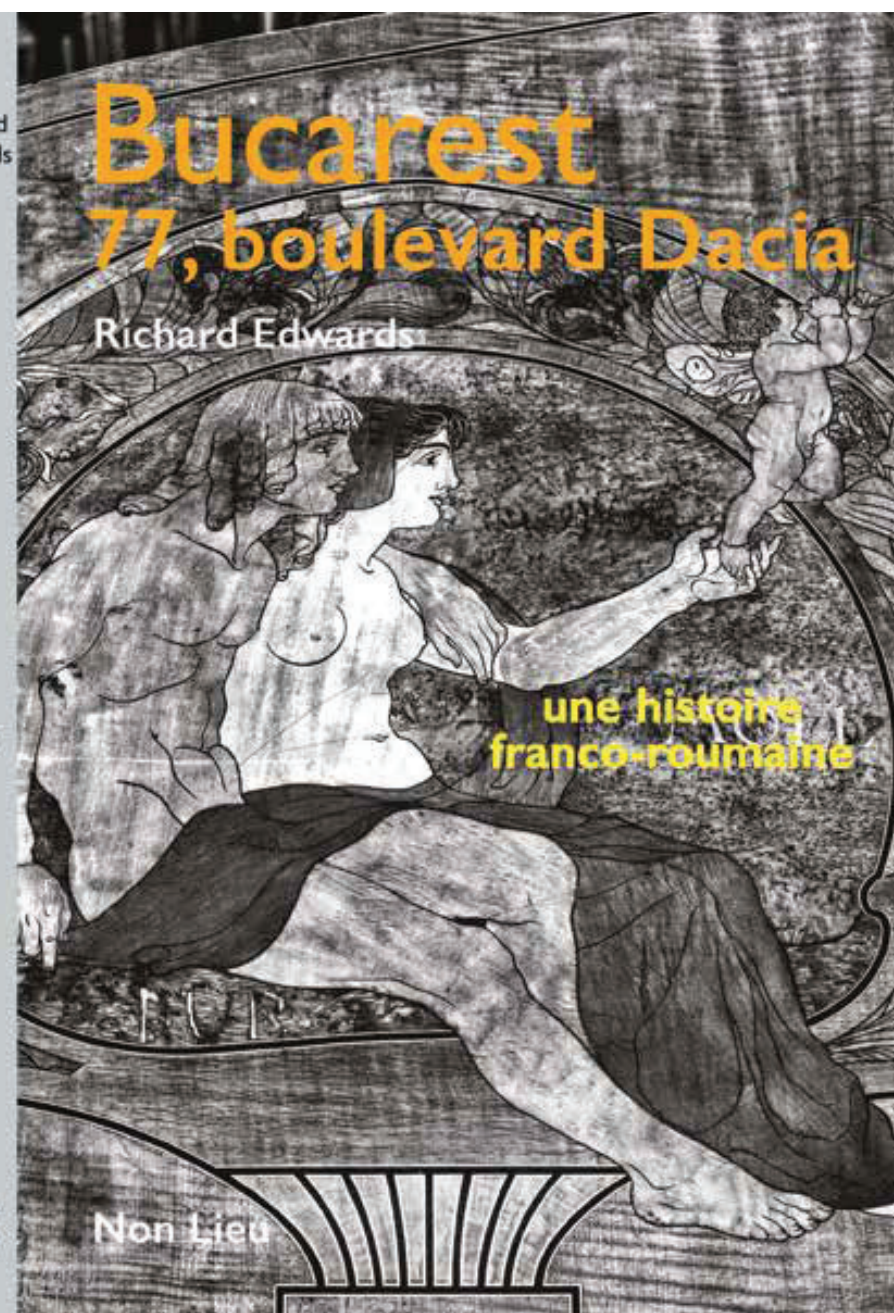
Prix : 15 €
ISBN : 978-2-35270-238-2



Richard Edwards

Bucarest 77, boulevard Dacia

Non Lieu



www.maroumanie.net

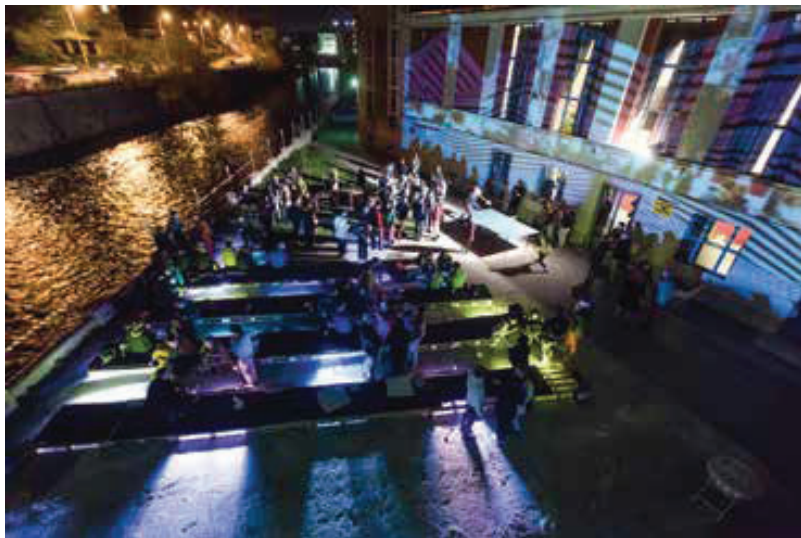
Éditions Non Lieu
224, rue des Pyrénées
75020 Paris
nonlieu@netcourrier.com
site : editionsnonlieu.fr

On regarde la façade de l'Institut français de Bucarest différemment après avoir lu le livre de Richard Edwards. Tant l'édifice est empli d'histoires, de péripéties et d'âmes singulières qui l'ont côtoyé et même défendu. L'auteur raconte, s'interroge, suppose, prend son lecteur par la main. Ce qui l'intéresse surtout, c'est « l'intime », l'intime entre celles et ceux qui ont vécu dans, par ou autour de l'Institut, l'intime entre deux pays à la longue histoire d'amour. L.C.

PS : Le livre est en vente à la librairie Kyralina de Bucarest (strada Biserica Amzei, nr. 10).

Du 24 novembre au 4 décembre, Cluj accueillera le cinquième festival biennal Interférences, organisé par le Théâtre magyar d'État (KÁMSz) qui va bientôt fêter son 225ème anniversaire. Une vingtaine de spectacles des quatre coins de la planète et plusieurs événements connexes figurent à l'affiche de ce rendez-vous théâtral de moindre ampleur que celui de Sibiu, mais peut-être plus audacieux. Créé en 2007 par le metteur en scène Gábor Tompa, « Interférences » assume un double pari : d'abord artistique – ouvrir une fenêtre sur les tendances artistiques de demain –, puis social – rapprocher les communautés magyare et roumaine de Cluj.

Interferenciák / Interferențe / Interférences



Le festival, par Gábor Tompa, metteur en scène, directeur du Théâtre magyar d'État de Cluj :

« Le public de théâtre de Cluj, notamment celui de langue hongroise, est plutôt conservateur. Deux siècles durant, jusqu'au début des années 1990, le Théâtre magyar de la ville n'est pas sorti ailleurs qu'en Hongrie. De manière générale aussi, très peu de spectacles importants, de Roumanie et du monde, venaient en tournée à Cluj, de sorte que le public était plus ou moins isolé par rapport aux dernières tendances théâtrales du moment. Le festival Interférences a été conçu pour combler ce besoin, mais aussi afin d'apporter une solution à un problème aigu de notre ville : la ségrégation communautaire à la fois ethnique, économique et sociale. Nous avons fait sortir le théâtre hors de nos locaux, nous avons investi des espaces aussi divers que possible, anciennes usines, lieux de culte, entrepôts inutilisés, etc. "Interférences" est maintenant perçu comme un lieu de rencontre de tous les Clujois, une vingtaine de milliers de spectateurs y participent en une dizaine de jours.

Le public est désormais très divers, de toutes les ethnies et catégories sociales. Nous avons des spectateurs qui viennent aussi d'autres villes voisines ou plus lointaines, et qui n'avaient jamais mis les pieds dans une salle de théâtre. Ils reviennent

ensuite pour assister à nos spectacles habituels. Nous invitons tout ce qui se fait de mieux et d'innovant dans le théâtre mondial, justement pour présenter aux gens les influences artistiques les plus diverses. L'essence du théâtre est la transformation du spectateur, de l'acteur, des artistes impliqués. Nombre de grands artistes que nous invitons au festival reviennent travailler avec l'équipe du Théâtre magyar d'État. Je pense que notre force est la curiosité, l'ouverture vers une multitude de moyens d'expression et de perspectives. Même si parfois ce n'est pas simple, il y a là un exercice spirituel quotidien qui fait que notre théâtre soit resté jeune, malgré son âge. »

Le public et la communauté, par Oana Cristea-Grigorescu, journaliste et critique de théâtre :

« Après quatre éditions, "Interférences" a opéré un changement majeur dans les habitudes culturelles du public clujois. Jusqu'en 2007, le Théâtre magyar d'État était perçu comme une chasse gardée du public de langue hongroise, seuls les spectateurs passionnés étant au courant de sous-titres en roumain. C'est le festival qui a ouvert ce théâtre à tous les publics



locaux, quels que soient leur langue maternelle, âge ou affinité. La programmation du festival, orientée vers les grands créateurs internationaux et les productions de dernière heure, a fait du KÁMSz l'une des institutions théâtrales les plus visibles du pays, avec une large fréquentation. De grands artistes tels Heiner Goebbels, Jaram Lee, William Kentridge ou Philip Miller ont été invités pour la première fois en Roumanie par le biais de ce festival. Par ailleurs, "Interférences" a également renforcé la cohésion entre les communautés. Le public de langues hongroise et roumaine, de même que les invités roumains et étrangers, perçoivent ce festival comme un espace de diversité culturelle et esthétique, de dialogue et de valeurs communes.

Dans ce Cluj multiculturel, le festival a facilité et légitimé un long et nécessaire processus visant à atténuer la non-communication entre les cultures roumaine et magyare, tacitement perpétuée durant des décennies. C'est le metteur en scène Gábor Tompa, directeur de cette institution depuis une vingtaine d'années, qui a introduit le sous-titrage de tous les spectacles. »

La vocation multiculturelle du Théâtre magyar de Cluj, par Francesco Alfonsin, comédien espagnol :

« Le KÁMSz est apparu sur mon parcours il y a environ quinze ans. Le théâtre britannique Northern Stage de Newcastle est venu y présenter "La ferme des animaux" de George Orwell, où je jouais Boxer. J'ai été charmé par ce qui s'y passait, mais à aucun moment je n'ai imaginé que ma relation avec cette compagnie de haut niveau allait devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Après la présentation à Cluj du "Nouveau locataire" d'Eugène Ionesco, spectacle mis en scène par Gábor Tompa en 2004, au Northern Stage toujours, et dont j'étais l'un des protagonistes, tout un échange professionnel et amical s'est développé entre nous. Depuis 2007, je suis l'un des invités habituels du festival "Interférences". C'est une opportunité rare d'explorer toutes les dimensions de ce théâtre et de rencontrer d'excellents comédiens, metteurs en scène, musiciens, producteurs, administrateurs, scénographes, photographes, techniciens, une vraie famille multiculturelle et internationale.

Après avoir admiré pendant des années la rigueur et la qualité de jeu de cette compagnie, j'ai eu le plaisir, cette année, de monter sur scène pour l'une de leurs productions : "Pour Toujours", un spectacle non-verbal réalisé par le Français Dominique Serrand. Travailler avec cette équipe, c'est plonger au cœur de la dynamique du théâtre est-européen, avec sa vision artistique solide, fortement imprégnée de contemporanéité ; ce théâtre se remet en question sans cesse, interroge constamment la société et, surtout, a le sens du risque. "Interférences" a joué un rôle très important dans ce devenir, ouvrant des frontières, et créant une rare opportunité pour un véritable dialogue théâtral international. Pour moi, comédien espagnol arrivé il y a des années à Cluj avec une compagnie britannique, et qui joue maintenant pour le théâtre de langue hongroise de cette ville dans un spectacle monté par un Français, ce festival est une belle interférence. »

Propos recueillis par Andrei Moldovan.
Photos : István Biró

RRI Spécial

Avec
Andrei Popov
ou **Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2

Radio
România
Internațional



La chronique
de DAN POPA

Pendant des années, le Politique et l'Économie ont vécu un mariage heureux, jusqu'à ce que la belle-mère, la Direction nationale anti-corruption (DNA), sonne à la porte : le paillason à ses pieds lui a paru bien poussiéreux, elle l'a alors soulevé, secoué, et des milliards d'euros se sont soudainement envolés, de l'argent plutôt noir.

Ces sommes venaient tout droit de la poche des contribuables, bien que ceux-ci ne se soient jamais sentis bien riches. Ministres, présidents de conseils départementaux, maires, hommes d'affaires, tous se sont proménés avec ces milliards d'euros destinés à financer des campagnes électorales, ou s'assurer qu'un de leurs protégés allait obtenir une fonction importante. Le mécanisme était simple : avant des élections, les autorités locales lançaient – et continuent de lancer, mais dans une moindre mesure – des appels d'offres de travaux publics. En général, l'exécution de ces travaux revenait à des sociétés d'amis qui retournaient une partie de l'argent à ces mêmes autorités locales. Évidemment, rien n'avancait, et des actes additionnels n'en

finissaient pas d'augmenter le coût de l'ouvrage par quatre ou cinq. Autre exemple, des licences informatiques étaient payées six à sept fois plus cher que leur prix réel, la différence aboutissant dans les comptes du parti du ministre qui avait décidé de l'acquisition. Ou bien un ministre signait de faux contrats avec des sociétés fantômes, toujours avec la bénédiction de son parti.

Ce « black » du monde de la politique a généré pendant des années de larges déficits et une forte pression budgétaire. À un moment donné, le système économique n'a plus été capable de couvrir toutes ces dépenses « extraordinaires » devenues un fardeau toujours plus lourd pour le budget de l'État. D'autant qu'il a fallu refinancer de nombreuses dettes, par exemple celles de Bancorex ou de Banca Agricola. Aujourd'hui, une vigilance particulière se manifeste concernant les créances non récupérées ou les pertes du secteur énergétique. Évidemment, l'argent pris du « système » devait se retrouver quelque part ; on a alors inventé de nouvelles taxes et haussé la TVA. De leur

côté, les sociétés privées n'ont pas eu d'autres choix que d'augmenter leurs prix, d'autant qu'il faut bien arroser de temps en temps les 18 autorités de contrôle qui surveillent leurs affaires, aussi propres soient-elles (leurs affaires). Brusquement, le consommateur observe que le placard qu'il voulait acheter pour sa cuisine est subitement passé de 1500 à 1700 lei. Le secteur privé accuse l'État, l'État dénonce un manque de rentrées fiscales, et au final ce sont les citoyens qui paient l'addition. Et qui ne comprennent pas pourquoi leur pouvoir d'achat n'évolue pas alors que l'économie croît à plus de 4%.

Afin de remédier à la façon dont les partis se financent et mettre un terme aux pots-de-vin, l'une des solutions serait peut-être de revoir la loi de financement des partis politiques, ou de légiférer sur les mécanismes de lobbying. Quoi qu'il en soit, il semblerait que le mariage « heureux » entre le Politique et l'Économie soit sur le point d'éclater, la belle-mère DNA a enfin pris les choses en main.



ENSEMBLE VERS L'AVENIR

PRÉSENT EN ROUMANIE DEPUIS 1991, LE CABINET GRUIA DUFAUT FOURNIT DES SERVICES COMPLETS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE JURIDIQUE AUX SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES QUI VEULENT S'INSTALLER SUR LE MARCHÉ LOCAL ET ACCOMPAGNE ÉGALEMENT SES CLIENTS DANS LEUR DÉVELOPPEMENT LOCAL.

EXPERIENCE

25 ANS

1991 - 2016

GRUIA DUFAUT

AVOCATS - PARIS & BUCAREST

PROTÉGER VOTRE INVESTISSEMENT EST NOTRE SAVOIR-FAIRE !



Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3
030237 Bucarest, Roumanie
Tél : +40 (0) 21 305 57 57
Fax : +40 (0) 21 305 57 58
bucarest@gruiadufaut.com

6, Avenue George V 75008
Paris, France
Tél : +33 (0) 1 53 57 84 84
Fax : +33 (0) 1 53 57 84 82
paris@gruiadufaut.com

www.gruiadufaut.com

Bons fonds

Accusé d’avoir gaspillé des milliards d’euros de fonds européens, Bucarest s’efforce désormais de mieux cibler les secteurs où l’argent communautaire peut faire la différence.

Avec une croissance économique de 3,7% en 2015 et de 5,2% au premier semestre 2016, la Roumanie figure parmi les meilleures élèves de l’Union européenne. Or, cette performance s’est paradoxalement accompagnée d’une aggravation de la pauvreté, dont le taux a grimpé à 25,4% en 2015, contre 24,8% en 2007, selon une étude du groupe d’experts KeysFin.

Face à cette tendance inquiétante, le gouvernement a lancé début 2016 une stratégie anti-pauvreté comprenant 47 mesures, allant de l’amélioration du taux de scolarité à la stimulation de l’emploi. Inspirées pour la plupart de projets menés par des ONG qui ont déjà fait leurs preuves au niveau local, ces mesures doivent maintenant être transposées à l’échelle nationale. Le financement viendra du budget de l’État, mais surtout des quelque 43 milliards d’euros de fonds européens – dont 22 milliards destinés à la politique de cohésion sociale – mis à disposition de la Roumanie entre 2014 et 2020.

Alors que l’heure d’un premier bilan approche, les analystes sont partagés sur les effets de cette stratégie. Pour Gelu Duminiță, directeur de l’association Împreună qui défend les intérêts de la minorité rom, « à première vue, les mesures préconisées sont salutaires, mais en réalité, on ne sait pas si elles sont faisables ou efficaces étant donné qu’elles n’ont pas été précédées d’une analyse sur leur impact réel ». De son côté, l’expert Dragoș Jaliu, fondateur du site fonduri-structurale.ro, vante l’initiative du gouvernement, estimant qu’« il ne faut pas hésiter à dupliquer des projets qui ont apporté de la plus-value et ont été couronnés de succès ».

L’un d’entre eux est le programme « Chaque enfant à la maternelle » (Fiecare copil în grădiniță) lancé en 2010 par l’association OvidiuRo. Grâce à lui, plus de 5 000 enfants provenant de 45 communautés défavorisées ont été inscrits à la maternelle ces dernières années, la plupart ayant par la suite intégré l’école primaire. Une loi adoptée en 2015 a élargi l’initiative à l’ensemble du pays.

En vertu de ce texte, les familles dont les revenus par personne sont inférieurs à 284 lei par mois bénéficieront d’un « ticket social » mensuel d’un montant de 50 lei leur permettant d’acheter nourriture, fournitures scolaires ou vêtements pour leurs enfants en bas âge, à condition de les inscrire à la maternelle et de veiller à ce qu’ils s’y rendent tous les jours. « Aller à la maternelle ou à l’école de manière irrégulière ne résout pas le problème, un accès réel à l’éducation implique de suivre le cursus de façon continue », souligne Irina Dobriță d’OvidiuRo.

Selon des estimations du gouvernement, 110 000 enfants provenant de familles défavorisées devraient bénéficier courant 2016 de ce programme entré en vigueur en février dernier. Environ 60 000 familles en avaient fait la demande ce printemps, mais vu que l’année scolaire était en cours, tous les enfants n’ont pas pu être inscrits. Le nombre de bénéficiaires a sans doute augmenté depuis la rentrée, mais les chiffres n’étaient pas encore disponibles. « Notre but est de voir tous les enfants éligibles en bénéficier d’ici 2020 », indique Irina Dobriță. Cette année, le gouvernement y a consacré 12,5 millions d’euros.

La performance économique s’est paradoxalement accompagnée d’une aggravation de la pauvreté, dont le taux a grimpé à 25,4% en 2015, contre 24,8% en 2007.

Comme OvidiuRo, l’association Teach for Romania est elle aussi à l’origine de deux autres mesures préconisées par le gouvernement pour lutter contre l’abandon scolaire. S’élevant aujourd’hui à 19,1%, soit presque le double de la moyenne européenne, le taux d’abandon doit être ramené à 11,3% d’ici 2020. L’une des deux mesures, baptisée « L’école pour tous » et financée à hauteur de 193,2 millions d’euros par des fonds européens, propose d’augmenter le nombre d’enfants inscrits à la maternelle, d’aider 30 000 autres âgés de plus de 6 ans à fréquenter régulièrement l’école, et de donner une seconde chance à 20 000 jeunes et adultes ayant abandonné prématurément leurs études en leur offrant la possibilité de se réinscrire. Plus de 20 000 enseignants, médiateurs scolaires, conseillers et autres experts en éducation bénéficieront également d’une aide financière.

La seconde mesure, assortie de 25 millions d’euros, vise à aider 150 écoles du milieu rural à attirer des enseignants pour travailler avec les enfants les plus susceptibles d’abandonner l’école. « Notre objectif est d’encourager les jeunes ayant une formation solide à s’installer à la campagne pour contribuer à resserrer l’écart entre les écoles des grandes villes et celles du milieu rural », a récemment déclaré le Premier ministre Dacian Cioloș.





Par ailleurs, destinés aux villes de plus de 20 000 habitants comptant notamment de fortes communautés roms, plusieurs projets cherchent à améliorer aussi bien les conditions de logement que l'accès aux services de santé et d'éducation. Les personnes défavorisées continueront en outre à bénéficier d'un programme de distribution de denrées alimentaires, auquel s'ajoutera la création de cantines sociales. *« Les aides seront diversifiées et la fréquence de leur distribution accrue, passant d'une fois par an à une fois par mois, tandis que de nouvelles catégories vulnérables, dont les enfants en bas âge et les sans-abris, s'y joindront »*, souligne le ministre des Fonds européens Cristian Ghinea. Jusqu'à présent, seules les autorités locales étaient chargées de ce genre de programme ; désormais, le gouvernement va également en appeler à l'Église et aux ONG afin de gérer une aide sociale d'un montant total de 519 millions d'euros.

« Il y a aujourd'hui une très bonne coordination entre les mesures anti-pauvreté et les programmes européens consacrés notamment au développement du capital humain et à la stimulation de l'emploi », se réjouit Maria Gheorghiu, conseillère du Premier ministre chargée de mettre en œuvre cette stratégie.

« Les premiers effets se verront dès l'année prochaine », ajoute-t-elle confiante. Pour Alina Seghedi, conseillère au ministère des Fonds européens, la coopération serrée entre les ministères impliqués et les consultations avec la société civile sont les deux grands atouts qui feront que cette stratégie d'aide ne reste pas lettre morte, comme ce fut le cas par le passé avec d'autres projets similaires.

Si elle se félicite que le gouvernement ait repris des projets pilotes privés, Elena Tudose, directrice de l'Institut pour des politiques publiques (IPP), regrette que *« la Roumanie [ait] raté le début »* de l'exercice financier 2014-2020 concernant l'utilisation des fonds européens, comme elle l'avait fait pour l'exercice précédent. D'après elle, les retards sont notamment liés

au mauvais fonctionnement du système informatique censé centraliser les demandes de financement, et à la gestion des grands projets d'infrastructure, indispensables pour que le pays avance enfin.

Dragoș Jaliu estime de son côté que la plupart des pays rencontrent des retards similaires, imputables notamment au fonctionnement des structures européennes. *« Les choses sont certes perfectibles, concède-t-il, mais pour la première fois, le ministère des Fonds européens a tenu compte de l'avis et des recommandations des experts, c'est encourageant. »*

Mihaela Rodina
Photo : Octav Ganea / Mediafax



CCI FRANÇAISE EN ROUMANIE
20 ANS
D'ENGAGEMENT

Les gagnants des Prix CCIFER 2016 :

Chaque année, la CCIFER valorise l'entrepreneuriat, l'innovation et l'innovation sociale à travers une remise de prix. Cette année, le jury a dû faire sa sélection parmi 27 dossiers.

Toutes nos félicitations aux gagnants!



BusinessMark
Prix de l'Entrepreneuriat



Khar & Partners
Prix de l'Innovation



Fundatia Regina Maria
Prix de l'Innovation Sociétale

galaccifer.ro

LA CHRONIQUE

de **Matei Martin**

journaliste à Radio România Cultural et *Dilema veche*.

Culture : un pays en manque

Le baromètre de consommation culturelle (Barometrul de consum cultural), réalisé par l'Institut national de recherche et formation culturelle, est un bon outil de mesure. Il fournit régulièrement des données essentielles sur les préférences du public, le niveau de satisfaction, les tendances générales. Étant donné que le système culturel roumain est en grande partie subventionné, il est normal de pouvoir vérifier comment l'argent public contribue à la promotion de la culture et à la participation culturelle. Ce baromètre offre également une base solide pour les politiques culturelles développées par le gouvernement et les autorités locales, ainsi que pour les stratégies lancées par les établissements (théâtres, musées, etc.).

Si les données montrent une légère hausse de la participation à des événements culturels, il faut néanmoins lire ces chiffres avec précaution. Le dernier baromètre confirme une tendance de ces dix dernières années : le décalage important entre les grandes villes et les milieux semi-urbain et rural, notamment concernant les infrastructures culturelles. Cet écart est devenu presque irrécupérable vu le sous-financement chronique de la culture et le manque de personnel qualifié et motivé.

La compétition pour désigner la capitale européenne de la culture 2021 a aussi révélé un clivage entre le centre et la périphérie. Mise à part Baia Mare, la petite ville du nord qui a surpris tout le monde en arrivant en finale, les vrais compétiteurs étaient les grandes villes universitaires. Bucarest, quant à elle, avait proposé un programme sur « la ville invisible », c'est-à-dire les quartiers excentrés. Une preuve de bonne volonté afin de transformer les rapports entre le centre et la périphérie.

Pour la grande majorité des Roumains, culture est synonyme de télévision. Près de 98% passent au moins une heure par jour devant le petit écran.

La précarité des milieux culturels persiste donc dans les petites villes. La plupart des établissements résistent d'une allocation budgétaire à l'autre, et planifient leurs actions en fonction du financement et du soutien politique local, non pas des préférences et besoins du public. Ce n'est pas un hasard si les citoyens donnent de mauvaises notes au chapitre satisfaction. Et sans offre soutenue, une partie importante de la population a perdu l'habitude de participer aux événements culturels. Pour la grande majorité des Roumains, « culture » est synonyme de télévision. Près de 98% passent au moins une heure par jour devant le petit écran. Les émissions de divertissement et les films sont leurs premiers choix.

Autre chiffre : 80% des Roumains ne sont pas allés au cinéma l'an dernier ; c'est la participation la plus faible de toute l'Europe. Là encore, ne blâmons pas les spectateurs qui ne peuvent que constater l'absence de cinémas dans leur ville. En 1990, il y avait environ 600 cinémas en état de fonctionner sur l'ensemble du pays. Ce réseau important, soutenu par les communistes de l'époque pour des raisons de propagande, fut cédé à l'administration locale peu après la chute du régime. Privatisés, ces cinémas se sont vite transformés en entreprises plus profitables : salles de jeux, discothèques, magasins, etc. Il n'en reste plus qu'une vingtaine en bon état, auxquels il faut toutefois ajouter les fameux multiplex des grands centres commerciaux – qui ne diffusent que « certains » films. Un nombre largement insuffisant pour couvrir les besoins cinématographiques d'un pays d'environ 19 millions d'habitants. Pas étonnant alors que la consommation culturelle « domestique » soit désormais la règle.

MIEUX COMPRENDRE LA ROUMANIE

**L'Accueil français et francophone de Bucarest (AFB),
avec l'appui de l'Institut français de Bucarest,
organise un cycle de conférences**



Au programme d'octobre à décembre 2016

Les conférences se déroulent
les mardis de 9h30 à 11h15,
à la Salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest
(77 Bd Dacia)

Accès aux membres de l'AFB
Renseignements et modalités pratiques :
www.bucarestaccueil.com
Courriel :
conferences.bucarestaccueil@gmail.com

- 04/10 : La Roumanie au-delà des clichés
- 25/10 : Dracula, du marketing hollywoodien aux vérités historiques
- 15/11 : La monarchie et le rêve de la grande Roumanie
- 29/11 : Charles 2, le roi play boy
- 13/12 : Les années 30 - les années troubles de l'avant-guerre avec la montée de la garde de fer

**EN 2016
L'INSTITUT FRANÇAIS
FÊTE SES 80 ANS
AU 77, BVD. DACIA**

1936 -
2016



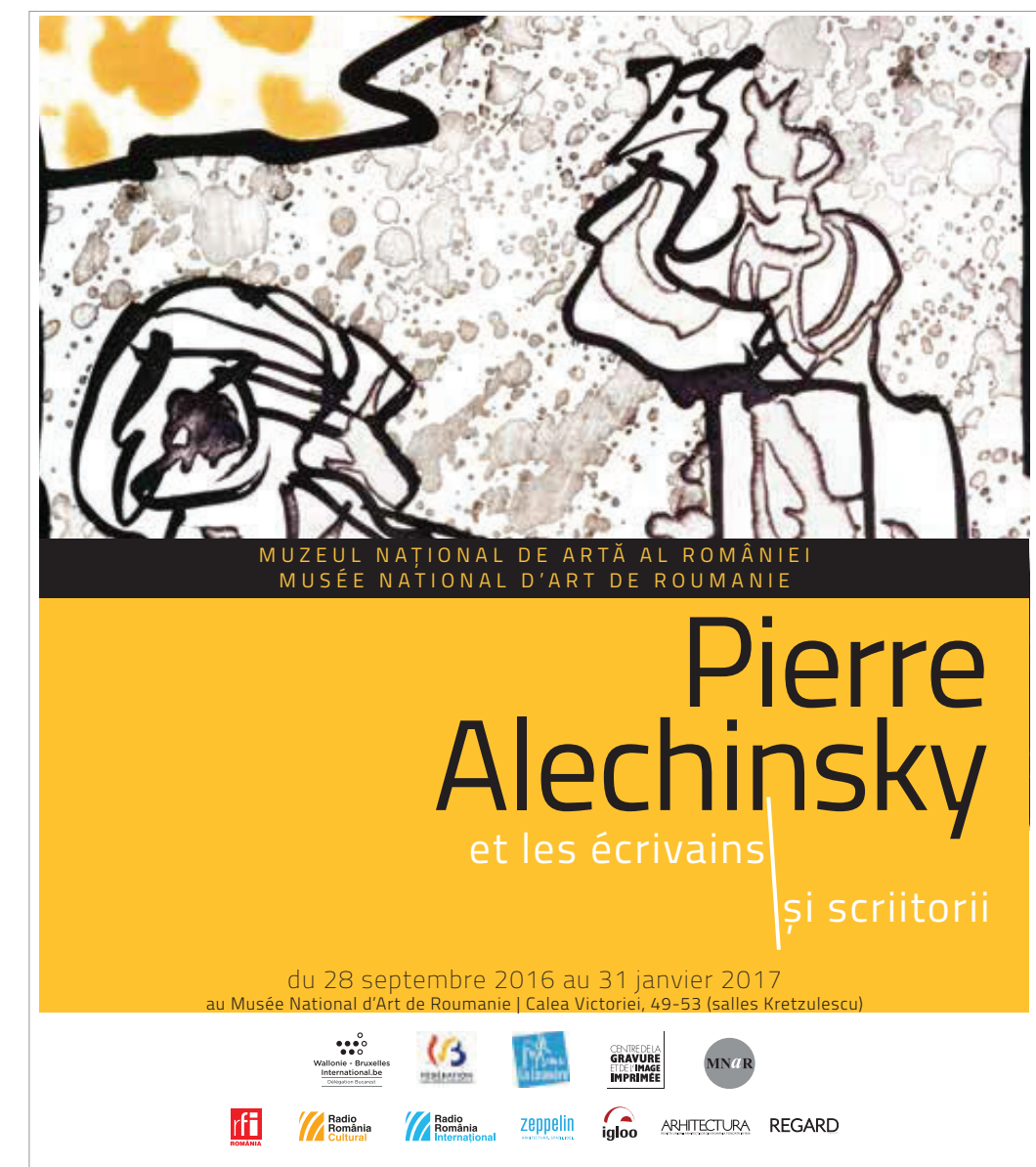


Regard... partout

Le site www.regard.ro accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro



Les projets menés avec le Musée National d'Art de Roumanie comptent parmi les éléments les plus marquants de la coopération culturelle entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Roumanie.

Chaque année, depuis 2002, le Musée National d'Art de Roumanie accueille une exposition en ses murs, en coopération avec une institution culturelle de Wallonie-Bruxelles.

Ainsi, le Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de La Louvière invite cette année à un voyage dans l'univers de Pierre Alechinsky.

Né à Bruxelles en 1927, Pierre Alechinsky étudia l'illustration du livre, la typographie, la photographie et les techniques de l'imprimerie à l'Ecole nationale supérieure d'Architecture et des Arts visuels de La Cambre (Bruxelles). Il est l'un des acteurs majeurs du monde artistique belge de l'après-guerre.

Le Centre de la Gravure et de l'Image imprimée propose, avec cette exposition intitulée « Alechinsky et les écrivains », une sélection d'œuvres issues de la collaboration entre Pierre Alechinsky et des écrivains tels Michel Butor, Eugène Ionesco, François Nourissier ou Emil Cioran.

Communiqué de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest.

Révélations de palais

Décrié, emblématique et surtout immense, le Palais du Parlement à Bucarest est un lieu difficile à cerner. Que cache-t-il ? Comment fonctionne-t-il ? C'est l'angle que nous avons choisi à quelques semaines des prochaines élections parlementaires qui se tiendront début décembre : parler du lieu qui abrite le pouvoir législatif, mais d'une façon un peu différente, au-delà d'une simple visite guidée.

Regard s'est entretenu avec diverses personnes qui travaillent quotidiennement au sein du Palais du Parlement, du député aux responsables techniques. Pour une autre vision de l'édifice. L.C.

PS : La rédaction remercie le service de presse du Palais du Parlement pour sa disponibilité. Sans leur accord, ce reportage n'aurait pu être réalisé.





D'abord quelques rappels sur le Palais du Parlement, qui a porté le nom de Maison du Peuple (Casa Poporului) jusqu'à la chute de Nicolae Ceaușescu. Pour construire le deuxième bâtiment administratif le plus grand du monde après le Pentagone – un fait parfois discuté –, il aura fallu quelque 1 000 000 m³ de marbre, 550 000 tonnes de ciment ou encore 700 000 tonnes d'acier. La visite guidée proposée aux touristes, qui connaît un succès grandissant (250 000 entrées l'année dernière), ne manque pas de rappeler ces chiffres irréels. Mais le lieu grouille aussi de fonctionnaires. Tous les jours, 3 000 personnes y travaillent, dont 500 parlementaires. En dehors de la Chambre des députés et du Sénat, le Palais du Parlement accueille une dizaine d'institutions, dont la Cour constitutionnelle ou le Conseil législatif. Il est utilisée à 95%. Sur la photo, la salle Unirii, la plus grande du Palais.



De son bureau du sixième étage, la vue sur le boulevard Unirii est impressionnante. George Dumitrică est le secrétaire général adjoint de la Chambre des députés. À 35 ans, il a d'abord été élu au Parlement avant d'être choisi par ses pairs pour s'occuper de la partie administrative de l'institution.

La Chambre des députés a en charge la gestion de 64% du Palais du Parlement, et croyez-moi, c'est tout un art d'entretenir un tel bâtiment », souligne-t-il.
En dehors des tâches liées à son fonctionnement administratif, il faut organiser la surveillance, le réseau informatique, le ménage, etc. « *Cela fait plus de vingt ans qu'il n'y a pas eu de rénovations majeures. Le plus gros problème que l'on rencontre est lié aux infiltrations d'eau, qui causent beaucoup de dégâts, poursuit M. Dumitrică. D'ailleurs, le budget nécessaire à la maintenance augmente chaque année. Récemment, nous avons dû laver la grande coupole en verre de la Chambre des députés, cela n'a pas été simple. »*





Dans les étages supérieurs, qui ne sont pas accessibles au public, les plafonds sont moins hauts qu’au rez-de-chaussée et les bureaux plus nombreux. C’est là que travaillent la majorité des fonctionnaires. *« C’est un bâtiment fonctionnel et bien pensé pour une administration, soutient George Dumitrică. Il n’est pas si difficile de s’y retrouver, malgré la taille de l’édifice. »* L’une des priorités du secrétaire général adjoint est d’ouvrir le Palais du Parlement aux Bucarestois et aux touristes. Depuis quelques mois, un tour virtuel est déjà disponible sur le site Internet de



l’institution (www.cic.cdep.ro). Un concert a d’ailleurs été organisé sur le toit du bâtiment l’année dernière. Mais un accès libre dans l’ensemble du bâtiment n’est pas envisageable. Le Palais du Parlement héberge plusieurs institutions nationales, mais aussi des secrets d’État... Seule une partie des sous-sols du bâtiment peut être visitée, d’autres zones ont donné lieu à diverses rumeurs, comme celle d’immenses tunnels d’évacuation ou d’abris anti-atomiques. *« Certaines d’entre elles sont vraies »*, avoue M. Dumitrică, qui n’en dira pas plus.

Costin Valeriu est responsable de l'alimentation en énergie. Il travaille au Palais depuis 1985, quand l'immense bâtiment n'était encore qu'un grand trou dans lequel s'affairaient jours et nuits 30 000 personnes. « *Comment ne pas être fier de travailler ici ?* », commence-t-il. Sourire poli, regard un peu gêné, Costin Valeriu n'est pas habitué à venir dans les bureaux du haut. Il est bien plus à son aise dans la salle des commandes du système énergétique, située dans les entrailles du Palais. « *L'électricité arrive ici à 10 000 volts avant d'être transformée puis redirigée vers le bâtiment, explique-t-il. Six générateurs thermiques, qui sont d'ailleurs en train d'être changés, assurent le courant en cas de coupure. L'énergie électrique nécessaire équivaut à peu près à celle d'un petit quartier de Bucarest.* »





Quand on demande à Sorin Bădescu combien de personnes composent le service de sécurité du bâtiment, il répond sec : « *beaucoup* ». La moustache blanche et le regard suspicieux, il n'aime pas les questions. Mais il parle volontiers de son travail, et avoue n'avoir jamais eu de gros problèmes à gérer. Plutôt des petits incidents, qui se multiplient avec l'augmentation continue du nombre de touristes. « *En décembre, nous aurons une simulation d'évacuation totale*, dit-il. *À la sécurité, nous espérons que tout le monde saura se réunir aux points de ralliement situés à l'extérieur, car si chacun s'éparpille, notre mission deviendra plus compliquée.* » Un détachement de pompiers veille jour et nuit, et 2 400 détecteurs de fumée sont installés sur l'ensemble de l'édifice. Sorin Bădescu est le seul à pouvoir permettre l'accès sur le plus haut toit du bâtiment, où flotte le drapeau roumain. De là, on découvre une partie délaissée de la cour du Palais, envahie par la végétation. « *Il y a pas mal de faisans par ici, mais aucun chasseur* », termine-t-il amusé.



Gérer les réseaux de communication du Palais du Parlement n'est pas une mince affaire. Et pour cause, on compte 2 000 téléphones et 1 200 ordinateurs, qui doivent tous être reliés à Internet. « À cela s'ajoute les ordinateurs portables des députés, explique Marian Constantin, le directeur du département informatique et communication. Ces deux dernières années, nous avons étendu le réseau wifi de 55 points d'émission à 140, et chacun peut supporter 200 connections simultanées. » L'importance de la circulation des informations est étroitement liée à la volonté de transparence de la Chambre des députés. Les textes de loi qui sont débattus et votés doivent être accessibles n'importe quand, autant par les députés que par la presse. Il y a par ailleurs la sécurité des données, l'autre priorité de Marian Constantin. Deux data rooms assurent aujourd'hui cette fonction.



« La Roumanie n'est une démocratie que par le nom, c'est surtout une oligarchie des grands partis... » Theodor Paleologu, élu député depuis 2008, ne mâche pas ses mots quand il parle du Parlement. Le vote à main levée, instauré l'année dernière, l'agace particulièrement. « C'est un scandale, cela déresponsabilise les députés. Nous sommes pourtant équipés d'un système de vote électronique », souligne-t-il. Les dysfonctionnements seraient nombreux au sein de l'institution, pourtant centrale dans une démocratie. Exemple : la séparation des débats et des votes. En d'autres termes, les discussions sur des projets de lois ont habituellement lieu en début de semaine, alors que les votes sont regroupés en une seule séance, juste avant le week-end. « Cette façon de faire a été mise en place au début des années 2000, quand il fallait accélérer l'adoption de lois pour se rapprocher de l'Union européenne, explique M. Paleologu. Mais aujourd'hui, cela n'a plus aucun sens. Il serait plus utile de voter moins, mais de voter mieux. »





Les séances plénières ne constituent pas la totalité du travail des députés ou des sénateurs. Une autre partie se passe au sein des commissions parlementaires, là où accouchent les textes de lois qui seront ensuite débattus par l'ensemble des parlementaires. « *Dans ces commissions, les discussions sont constructives et permettent souvent de dépasser les oppositions partisans, contrairement aux débats parlementaires où il est rare qu'un discours influence le vote* », souligne Theodor Paleologu. Il fait partie de la commission pour la culture, les arts et les médias, qui compte une vingtaine de membres et se réunit une à deux fois par semaine. « *C'est là que se déroule l'essentiel de mon activité parlementaire* », précise-t-il.

La Roumanie est une démocratie semi-présidentielle et dispose d'un Parlement bicaméral composé d'une Chambre des députés et d'un Sénat. À la différence du Parlement français où ils sont choisis par les grands électeurs, les sénateurs, comme les députés, sont élus au suffrage universel direct, ce qui en principe leur confère la même légitimité. Lors des élections législatives de 2012, quelque 588 parlementaires ont été élus – dont 18 sièges de députés réservés aux représentants des minorités nationales. Un record qui n'est pas du goût de tous, d'autant que lors d'un référendum en 2009, 88% des votants avaient opté pour la réduction du nombre de parlementaires à 300. Pour les prochaines élections de début décembre, le nombre de sièges à pourvoir tournera autour de 450.





Peinture de Sabin Bălașa dans l'un des halls du Palais, le peintre préféré de Nicolae Ceaușescu.



Fin septembre, à la tribune de la salle du Parlement, le député Remus Cernea, 42 ans, très actif défenseur des libertés individuelles, et président du parti Mouvement des verts.



L'activité du Sénat diffère peu de celle de la Chambre des députés. Toutes les propositions de lois sont débattues dans les deux hémicycles, chacun ayant pouvoir de décision en fonction de la nature des textes proposés. Ainsi, le Sénat aura le dernier mot pour tout ce qui concerne la ratification de traités et autres accords internationaux et sur les lois dites « organiques », c'est-à-dire qui touchent à l'organisation des pouvoirs. La Chambre des députés, elle, sera décisionnelle pour toutes les questions de droit commun. Les deux Chambres se réunissent par ailleurs en séance commune sur certains sujets comme l'approbation du budget de l'État ou la défense.

Texte : Jonas Mercier
Photos : Mihai Barbu



Les nouveaux pionniers

Depuis un an, une poignée d'individus a décidé de créer dans la campagne moldave une plate-forme d'échange de connaissances sur la vie écologique. Un projet inédit en République de Moldavie.



Une route en terre au milieu de champs de blé et de vignes à perte de vue. Au bord, des gens qui attendent ou se déplacent chargés de sacs. Situé à seulement 37 km au nord de la capitale moldave Chişinău, Râşcova est un village de 1 200 âmes non loin de la route enfin goudronnée qui mène à Orhei ; mais l'on est déjà dans un autre monde. Tout au bout du village, sur la gauche, on distingue un toit plus haut et différent des autres. Il est en roseaux et arrondi, comme un champignon ; c'est la première maison habitée de « l'éco village ».

Avant d'entrer, un premier enclos est destiné au plastique. Après une légère montée, sur la droite, un jardin est délimité au sol par du bois tressé. Et jusqu'à la maison où vivent les deux premières familles à s'être installées ici, une autre fondation se dessine. « Ce n'est pas pour faire une piscine, il y aura là un espace plus grand pour nos activités, plaisante Liliana. Les travaux ont débuté grâce à une campagne de crowdfunding. » Aucune barrière ou muret ne divise la propriété du voisinage. « On ne vit pas en vase clos, précise Liliana. Le village est plutôt peuplé, c'est aussi cela qui nous a plu. On en a vu une trentaine avant de nous décider. » Elle pousse la porte de sa maison jaune et rouge. À l'entrée, après s'être déchaussés, deux portes coulissantes en bois ouvrent sur le salon. À gauche, la petite famille de Liliana, tandis que sur la droite, celle de Sasha. L'escalier d'en face mène à l'étage aménagé pour les visiteurs.

David Jesse, l'époux de Liliana, est américain. C'est lui qui est à l'origine de ce projet. Arrivé en tant que bénévole du Corps de la paix (Peace Corps) en 2003, il est parachuté dans le sud de la Moldavie pendant deux ans. Et repartira aux États-Unis pour un master avant de revenir faire sa vie ici avec Liliana. Il y a un an – et trois enfants plus tard, Dani (8 ans), Nicu (6 ans) et Amelia (5 ans) –, le couple a décidé de s'installer à Râşcova pour y fonder un village éco. Les murs de leur maison sont en roseaux et en luth, sur une armature bois. L'autre maison où ont lieu les rencontres avec le public est en bottes de paille. Chaque bâtisse est orientée plein sud afin d'utiliser l'énergie du soleil.

David a 40 ans et travaille à Chişinău dans l'éducation pour une ONG... « Ce que nous faisons ici s'adresse à des gens motivés par un mode de vie sain. Je sais bien qu'un jour mes enfants me

demandront pourquoi nous ne vivons pas aux États-Unis. C'est une question qu'on va leur poser tôt ou tard (...). Avant, j'avais un bon boulot et une belle voiture, mais je me sentais vide. » David est bien conscient qu'il n'a pas choisi la facilité. « Je ne vais pas vous vendre qu'ici les gens sont plus "zen" qu'ailleurs, ou plus attachés à leur terre. Mais ici, on se sent libres et surtout plus responsables, l'impact sur son environnement est rapidement visible et positif. Mes amis me disent que je suis doublement fou d'avoir choisi la Moldavie et de m'être retiré à la campagne. Selon eux, c'est loin d'être l'idéal pour mes enfants. Or, je pense plutôt que c'est une chance incroyable. Durant les premières années, notre éducation consiste davantage en certaines règles de base : être poli et respectueux, curieux, faire des choses variées et développer un sens pratique et logique », souligne-t-il.



Il y a régulièrement du passage à l'éco village. De nombreux bénévoles – moldaves ou étrangers – viennent aider, il y a aussi des événements. Ce jour-là, un petit bus arrive de Chişinău avec une trentaine de personnes, des adultes et leurs enfants. La première présentation (généralement en russe) se fait autour du projet Seed it forward dont le but est d'améliorer les sols en plantant des arbres. La République de Moldavie compte moins de 10% de forêts, l'un des plus faibles pourcentages d'Europe – la





À gauche sur la photo, Ivan.

France en compte 30%, la Roumanie 26%. Profitant de la qualité de la terre, les Soviétiques y ont pratiqué une agriculture intensive pendant des décennies, et ont donc coupé les arbres en masse. Le tsar a lui aussi beaucoup défriché le pays au 19ème siècle afin de construire des navires pour sa flotte.

Seed it forward est un projet rare en Moldavie. Eugen anime la séance avec Mihaela qui fait circuler des graines. Les participants doivent deviner de quels arbres elles proviennent. Les enfants sont en extase devant le fameux poil à gratter du platane. On leur présente plusieurs types de graines de noyer, or ils ne connaissent que deux types de noix : les grecques et celles... qui ne sont pas grecques. Le groupe se déplacera ensuite dans la forêt située derrière l'éco village afin de récolter des graines et les planter ailleurs.

Seed it forward a notamment travaillé avec l'association roumaine Plantăm fapte bune à Bubuieci, commune située aux abords de Chişinău. « Là-bas, c'était un désastre, il y avait des tonnes de

déchets. 400 bénévoles y ont planté des arbres afin de fixer le terrain et absorber toute cette saleté. On plante aussi des acacias près des rivières. Il y a de gros problèmes d'eau potable en Moldavie, or ce sont les arbres qui fixent le cours des rivières et nettoient les eaux. Ils forment aussi des couloirs de migration pour les animaux. Le pays manque cruellement de forêts. Cet été, le Dniestr – fleuve frontalier traversant aussi le pays, ndlr – était huit mètres plus bas que la normale. Sans forêts, l'eau s'évapore », déplore Eugen.

Il y a de gros problèmes d'eau potable en Moldavie, or ce sont les arbres qui fixent le cours des rivières et nettoient les eaux. Ils forment aussi des couloirs de migration pour les animaux. Le pays manque cruellement de forêts. »

L'autre activité du jour à l'éco village a un lien avec le soleil. Ivan a construit un séchoir solaire avec du bois et un

bout de tôle pour capter la chaleur. « Il n'y a rien de sorcier dans ce dispositif. En deux jours, vos fruits et légumes sont prêts à être mangés, il faut juste qu'ils ne soient pas trop durs ou plein d'eau. L'avantage, c'est qu'ils conservent toutes leurs propriétés car la chaleur est aux alentours de 40 degrés. Dans le commerce, les fruits secs sont faits dans des fours ultra performants qui condamnent les vitamines », explique Ivan. « On est venus ici pour voir comment s'en fabriquer un, explique une jeune mère en goûtant les courgettes, tomates et autres fruits séchés. Ça m'intéresse car on se rend bien compte que tout ce que l'on achète au supermarché est généralement bourré de produits chimiques. »

Un esprit communautaire est-il difficile à raviver dans un pays comme la Moldavie où les campagnes sont encore peuplées ? « C'est aussi notre responsabilité d'offrir des opportunités aux locaux quand beaucoup partent. Il faut créer un esprit communautaire et les fixer davantage, estime David Jesse. Aux États-Unis,

les gens dans les éco villages nous disaient que ce n'était pas évident car le concept de communauté s'était perdu. D'emblée, j'ai eu la conviction qu'en Moldavie, c'était l'inverse. Le but n'était pas de venir dans un bel endroit pour nous isoler, nous voulons promouvoir l'interdépendance, non pas l'indépendance. » Et il y a déjà des signes positifs. Deux adolescentes du village qui jouent au foot ont confectionné des bancs au bord du terrain afin que leurs parents et amis puissent s'asseoir les jours de match. Elles ont rassemblé des pneus qui sont d'habitude brûlés pour les Pâques et sont allées à l'usine de bois où on leur a donné des planches. Les enfants ont aussi commencé à refaire le parc derrière l'école. « Les gens ici ont enfin saisi qu'il ne fallait pas attendre de fonds. Cela dure une éternité et c'est souvent mal organisé. Avec les villageois, nous avons décidé de faire avec ce que l'on a », souligne Liliana.

Les investissements pour la maison et les activités adjacentes ont été réalisés grâce à l'argent personnel de David et Liliana, et des crédits... « Des amis nous ont aussi prêté de l'argent que nous n'avons pas encore remboursé. D'autres nous en ont donné sans attendre de retour, ils aimeraient juste pouvoir venir de temps en temps. » Un autre couple germano-moldave a récemment décidé de venir vivre à Râşcova dans les mois qui viennent. Sasha, 32 ans, partage lui la maison de David et de Liliana. Il s'est installé avec sa femme – qui travaille pour un projet sur l'égalité des genres – et leurs deux enfants, ainsi que sa belle-mère. Sa mère à lui a acheté une maison dans le village avec l'argent qu'elle a gagné en Italie. Il travaille à Chişinău dans la formation et le marketing. Avec David, ils ont mûri ce projet de vie pendant plus de cinq ans.

« Nous vivons ici depuis huit mois et je vous mentirais si je vous disais que tout



est rose, concède Sasha. Notamment à cause du manque d'intimité, d'autant qu'il y aura de plus en plus de passage. On va essayer de mobiliser davantage les écoles pour nous aider, et peut-être aussi organiser des team building payants. Nous sommes une sorte de pionniers. À terme, on aimerait ne plus travailler dans la capitale – Chişinău, ndlr – et générer tous nos revenus d'ici. Que Chişinău vienne à nous en quelque sorte, et non pas l'inverse. Le grand défi est de pouvoir recréer une société autour de soi ; cela passera aussi par consommer moins. »



ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)
- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro



www.erka.ro



Toujours près des mots

Depuis janvier, la Roumanie est représentée à Paris par un nouvel ambassadeur : Luca Niculescu. Cet ancien journaliste francophone et francophile, longtemps rédacteur en chef de Radio France Internationale Roumanie, raconte sa nouvelle fonction.

Propos recueillis par Julia Beurq
Photo : J.B.

Regard : Vous êtes ambassadeur à Paris depuis janvier. Quel bilan tirez-vous de ces premiers mois ?

Luca Niculescu : Ils ont été très riches ! Quelques jours après mon arrivée, il y a d’abord eu la visite du Premier ministre roumain à Paris, puis une deuxième en juin à l’occasion du match de football entre la France et la Roumanie, et enfin celle du Président français à Bucarest en septembre. L’entrée en matière a donc été assez abrupte... Tout est tellement passionnant et les journées sont si denses que je n’ai pas le temps de penser à ma vie d’avant.

Justement, cette nouvelle vie vous plaît-elle ? Comment vous y êtes-vous adapté ?

Comme je l’ai expliqué lors de mon audition face à la commission parlementaire, j’ai l’impression d’avoir changé de métier sans changer de domaine. Notamment parce que j’ai toujours été intéressé par la relation franco-roumaine, que j’ai travaillé plus de vingt ans à Radio France Internationale, et que je connais bien les dossiers afférents aux deux pays. C’est une chose de les connaître en tant que journaliste et observateur, cela en est une autre d’être acteur de cette relation. Quand le Président roumain m’a proposé ce poste, j’ai été très honoré qu’il ait pensé à moi. Au début, j’ai hésité un peu car j’aimais beaucoup



mon métier de journaliste. Puis j’ai réalisé que d’une certaine manière, devenir ambassadeur est dans la continuité de mon parcours professionnel. Aujourd’hui, je ne le regrette pas du tout.

Est-ce une responsabilité lourde à porter que de représenter votre pays ?

Je dois avouer qu’au début, j’avais une sensation de vertige face à la responsabilité qui m’attendait. J’étais en train d’assimiler les positions roumaines et j’avais peur de faire des erreurs. Du coup, j’étais précautionneux dans mes propos, je ne voulais pas dérapier. Maintenant, ça va beaucoup mieux, je me sens bien dans ce nouveau poste et surtout, j’aime beaucoup ça. En fait, si j’ai accepté cette fonction, c’est aussi parce qu’il s’agissait de la France. Dans ma famille, nous avons toujours eu des attaches très fortes avec ce pays. Mes grands-parents ont fait leurs études ici, ma grand-mère s’y est réfugiée dans les années 1960. Nous avons donc toujours été imprégnés de l’univers français. C’est le pays que je connais le mieux après la Roumanie, je pense donc pouvoir modestement ajouter de la valeur dans la relation franco-roumaine.

Comment décririez-vous l’utilité de votre nouvelle fonction par rapport au métier de journaliste ?

En tant qu’ambassadeur, nous avons la chance de pouvoir agir de manière plus directe et de voir des résultats plus concrets que lorsqu’on est journaliste. Par exemple, lorsque la France et la Roumanie ont signé la feuille de route concernant leur collaboration, j’ai pu y ajouter un ou deux points très précis. Certaines de mes idées se sont retrouvées dans un document officiel, c’est vraiment du concret. En tant que journaliste, on peut parfois avoir une certaine influence, notamment si nos articles bénéficient d’une grande audience. Il arrive qu’on ait un impact sur certaines décisions politiques, mais sans qu’on s’en rende vraiment compte.

D’autres points communs, différences ?

Comme avant en tant que journaliste, je suis souvent amené à parler aux gens et à faire de nombreuses rencontres. J’écris aussi beaucoup. Ce ne sont plus des articles, mais des notes internes, des télégrammes. Même si je soigne peut-être un peu moins mon style, cela me permet de ne pas perdre la main dans l’écriture. Par contre, je dirais qu’en tant que journaliste, j’avais une liberté de parole beaucoup plus grande. À l’époque, il m’arrivait d’ailleurs de penser que certains diplomates pouvaient être un peu “langue de bois”, ce qui me fait sourire aujourd’hui. Désormais, je dois toujours garder en tête que je suis le représentant

de L’État roumain et que tout ce que je dis peut être perçu comme étant la position de mon pays sur un dossier ou une question en particulier. On ne peut pas attendre d’un diplomate qu’il soit aussi direct qu’un journaliste.

Votre regard sur la Roumanie a-t-il évolué ?

Vue d’ici, la Roumanie a l’air d’être un pays normal. Lorsqu’on est à Bucarest, on est pris par les débats internes et on en oublie souvent le contexte européen. Dans une Europe qui fait face à de multiples défis, le Brexit, la crise des migrants, le terrorisme, les partis ultra-nationalistes et xénophobes, la Roumanie fait figure d’exception. C’est un pays dirigé par des pro-européens où deux tiers de la population reste europhile, un pays où la croissance économique est forte, un pays sans mouvement populiste, donc un pays qui est sur la bonne voie. La Roumanie ne figure pas sur la carte européenne des problèmes. Elle devrait peut-être faire davantage d’effort pour le mettre en valeur afin que les autres pays européens puissent aussi s’appuyer sur elle. Il faut que l’Europe continue d’avancer à 27, car si elle commence à faire des groupes, les clivages risquent de se transformer en crevasses.

Comment qualifieriez-vous la relation franco-roumaine ?

J’ai pu observer, et cela plus qu’auparavant, que la Roumanie et la France ont des liens très forts. Le dernier déplacement du chef de l’État français à Bucarest et la chaleur des échanges qu’il y a eus à cette occasion le prouvent. La francophonie y est pour beaucoup. Je connais peu de pays où lorsqu’un Président français s’exprime, tout le monde le comprend et lui-même n’a pas besoin d’interprète car on lui parle en français. Les discussions ont été très soutenues, il y a beaucoup de dossiers et de chantiers en cours, d’autres que nous sommes en train d’ouvrir. Sur l’Europe, bien souvent nos points de vue convergent. Au niveau économique, nous avons beaucoup de projets en commun, notamment le lancement des hélicoptères d’Airbus ou encore le laser de Măgurele. Par ailleurs, j’ai une très bonne coopération avec l’ambassadeur français à Bucarest, François Saint-Paul, nous travaillons vraiment dans la confiance.

Et au niveau culturel ?

Nous avons prévu de relancer la coopération décentralisée par le biais des jumelages. Mais surtout, il y a l’ouverture de la saison culturelle croisée en 2018. Ici j’ai un objectif bien précis : que l’on arrive pour cette occasion à restaurer la salle de théâtre, dite la Salle Byzantine, de l’Ambassade de Roumanie. C’est un endroit magnifique où nous comptons présenter de nombreux spectacles lors de cette saison culturelle. Je suis sûr qu’en conjuguant leurs efforts, la Roumanie et la France trouveront les moyens de restaurer ce bijou architectural inscrit au patrimoine des deux pays.

La saison culturelle croisée qui s’annonce sera aussi l’occasion d’améliorer l’image de la Roumanie...

Ce sera un événement clé dans nos rapports dont le but est de mieux faire connaître la Roumanie en France, et inversement. Il est certain que parfois, ce qu’on lit dans les journaux français n’a plus rien à voir avec la

réalité de la Roumanie actuelle. Ce que les journalistes français ont pu voir là-bas, il y a une dizaine d’années, n’est souvent plus d’actualité. Tout change tellement vite, on ne s’en rend pas compte depuis la France. C’est la raison pour laquelle nous voulons vraiment mettre en avant la Roumanie d’aujourd’hui, sans toutefois oublier le passé. Je note d’ailleurs que ces derniers mois, les clichés sur mon pays sont moins présents qu’avant. Certains articles ont montré la Roumanie dans toute sa diversité, et je reconnais que cela me fait plaisir.

Bucarest vous manque ?

J’adore Bucarest, c’est ma ville, et oui, elle me manque. Je suis très content quand je peux y retourner : il y a son odeur, son ambiance un peu fouillis, le rapport au temps. En France, tout le monde prévoit tout à l’avance, alors qu’en Roumanie, il y a encore de la place pour l’imprévu.



www.fidex.ro

AUDIT ACCOUNTING TAX



Nos services :

- Audit / Commissariat aux comptes; identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- Conseil fiscal : comprendre et mettre en place des solutions fiables
- Expertise comptable; permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- Gestion de la paye

22 ans d'expérience en Roumanie

Calea Dorobanților 239, étage 4
Secteur 1, Bucarest – 010567
Tel: (40) 31 437 94 99 / Fax: (40) 31 437 95 38
office@fidex.ro

CONTACT:
Irina Bolomey - Partenaire
Radu Șerban - Partenaire

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 22 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Sofia en mutation

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

Nouveaux quartiers, parcs industriels, nouveaux transports en commun et axes autoroutiers, la capitale bulgare est en pleine transformation. Une mutation qui inclut aussi la rénovation de nombreux bâtiments historiques, sans pour autant effacer le passé communiste de la ville, ni améliorer certaines zones délaissées.

Après six ans de travaux et un investissement de quelque 7,5 millions d'euros – fonds européens –, le complexe archéologique de l'ancienne ville romaine de « Serdika » (nom romain de Sofia) a enfin été inauguré en avril dernier. Situé à environ 10 mètres sous terre, ce site offre 9 000 mètres carrés de vestiges romains datant de plus de 2 000 ans. De quoi faire dire aux autorités bulgares que Sofia dispose là « d'un lieu unique, dont aucune autre capitale européenne ne dispose, à part Rome ».



Bâtiment emblématique, les thermes de Sofia ont été construits en 1913 sur les ruines des bains romains, en face des anciens bains ottomans. À cause de la vétusté des installations, le lieu, de style viennois, a dû être fermé au public en 1986. Longtemps en projet, ces anciens thermes ont finalement été complètement rénovés et abritent depuis septembre 2015 un musée permanent dédié à l'histoire de Sofia, connue pour ses sources d'eau minérale.





Communément appelé le « Louvre bulgare », le musée national Carré 500 a ouvert à l'automne 2015 et propose 42 000 œuvres réunissant sur quatre étages archéologie, art du Moyen Âge, art classique et œuvres étrangères. Ce projet d'environ 20 millions d'euros fait partie d'une série de six nouveaux musées que la mairie a prévu d'ouvrir d'ici 2019.



Aussi connu sous le nom de Khambara, le bar des chandelles est impossible à trouver pour un non initié. Après avoir déniché la petite allée, on est face à une simple porte en bois, il faut frapper, insister avant qu'elle s'ouvre. Ce bar était un lieu de rendez-vous pour l'élite intellectuelle bulgare, et aurait abrité la rédaction d'un journal anti-communiste.



Littéralement le « village coloré », Krasno Selo fait partie de ces quartiers en périphérie du centre connaissant un développement plutôt récent. D'abord fréquenté pour son marché de légumes et de fruits, il attire aujourd'hui des jeunes couples et des familles de la classe moyenne. On y trouve également de nombreux restaurants et magasins d'alimentation ainsi que quelques bars à la mode. Une station de métro est actuellement en construction.

Jusqu'en 1992, c'était l'arrivée du premier téléphérique construit en Bulgarie (1962). Il reliait une partie de la ville à la tour TV de KOPITO et son hôtel panoramique. Mais depuis que ce téléphérique ne fonctionne plus, le site est à l'abandon, et le prestigieux hôtel a fermé ses portes. Encore accessible par la route, l'ancien ascenseur est désormais fréquenté par les jeunes voulant s'offrir une vue imprenable sur la ville en fin de journée. Un projet existe quant à l'hôtel, par contre le téléphérique ne risque pas de fonctionner de sitôt.



Sofia continue d'abriter de nombreux quartiers tziganes, comme celui de Tsinganska Malak où les maisons sont rarement finies ou en mauvais état.



Inauguré en 1981 après seulement huit mois de construction, ce monument en béton et acier était sensé célébrer l'anniversaire des 1 300 ans de la création du premier État bulgare. Mais les années et la chute du régime communiste ont eu raison de cette œuvre d'art au goût discutable. Totalement abandonné pendant 30 ans, le lieu a été victime de vandalisme et de graffitis, au point d'être considéré aujourd'hui par les locaux comme le monument le plus laid de Bulgarie. Les autorités de la ville ont pourtant accepté l'année dernière de démonter ce cadeau du passé plutôt gênant. Mais les travaux traînent, visiblement.

De Jimbolia à Beba Veche côté roumain, de Srpska Crnja à Rabe côté serbe, une frontière de près de 100 kilomètres s'étend.

Ces derniers temps, refoulés à l'entrée de la Hongrie, de plus en plus de migrants essaient de la franchir depuis la Serbie pour rejoindre l'espace Schengen par la Roumanie. Mais à côté de cette dure actualité, un quotidien peu commun lie les habitants des deux côtés de la frontière. Reportage entre Jimbolia et Srpska Crnja.

Chez l'ami serbe

Texte et photos : Aline Fontaine

Ici, quand les Roumains qui se déplacent à vélo disent : « nous allons juste voir un ami et nous revenons », il faut comprendre « nous allons au magasin serbe acheter du *tutun*, du tabac, et nous repasserons la frontière ». De la frontière au minimarket, l'aller-retour dure trois minutes, tous rapportent un sac plastique rempli sur leur porte-bagage.





Ce mercredi, Elena a acheté trois pots de tabac, une boîte de filtres, un litre d'alcool – quantités autorisées par la loi –, et de l'eau minérale, le tout pour 15 euros. « Je vais partager le tabac avec ma fille, mais je vais revendre l'alcool à ceux qui font de la țuica. Je devrais obtenir un euro de bénéfice », confie Elena. En Serbie, la bouteille coûte 1,55 euro, en Roumanie, 3,30 euros. Elena reconnaît que ça l'aide bien, elle ne travaille pas, elle vit avec une pension d'invalidité.

Mais ces transactions sont tabous. Comme toutes les personnes rencontrées après leurs achats, Elena n'a pas voulu révéler son visage. « Les gens parlent beaucoup et ont tendance à croire que seuls les pauvres vont chercher du tabac en Serbie, pour eux ou pour le revendre. Mais ce n'est pas vrai, tout le monde le fait. » Elena effectue ce trajet de 6 km aller-retour une fois par semaine, elle n'a pas le droit de le faire plus souvent.



À quelques mètres de la douane serbe, trois magasins fournissent de la marchandise moins chère aux Roumains depuis une quinzaine d'années. Et deux restaurants accueillent les habitants de Jimbolia le week-end, il paraît que la bière et la soupe de poisson y sont particulièrement bonnes.

Tamara travaille au minimarket Nada depuis huit ans. Elle voit défiler entre 50 et 100 clients roumains chaque jour. « Il est vrai que la plupart repartent avec du tabac et de l'alcool pour la liqueur, mais parfois ils viennent seulement chercher du produit vaisselle, de la lessive ou d'autres condiments », tient-elle à préciser, sourire en coin. Elle gagne 300 euros par mois, soit un tiers de plus que le salaire moyen serbe. « Notre chiffre d'affaires quotidien s'élève environ à 1700 euros, c'est beaucoup pour un petit magasin comme celui-là », ajoute Tamara.



Totaj, lui, ne veut plus travailler en Serbie. Il a tenu une boulangerie pendant 10 ans à Kikinda, ville située à 30 km de Srpska Crnja, également le long de la frontière, mais il avait du mal à joindre les deux bouts. Il a tenté sa chance à Budapest pendant deux ans sans conviction, alors il est revenu dans la région et a ouvert une boulangerie à Jimbolia. « Là, ça marche mieux, les gens ont un peu plus d'argent. » Pour cause, le taux de chômage à Jimbolia n'est que de 0,4 %. Totaj reste à Jimbolia la semaine, le week-end il retourne voir sa femme et ses deux enfants restés à Kikinda.



Comme Totaj, deux autres Serbes sont devenus commerçants à Jimbolia, un boulanger et un glacier. Ce dernier reste en Roumanie de mai à octobre, puis retourne en Serbie où il ne travaille pas. Les deux boulangeries attirent beaucoup de clients toute l'année. « Nous proposons des produits différents comme des Burek au fromage. Et puis nous ne mettons pas de levure ou de conservant, contrairement aux Roumains », détaille Totaj.



Pour permettre à tous ces frontaliers de transiter entre les deux pays, les employés municipaux de Jimbolia doivent entretenir les abords des routes. Avant les premières pluies d'octobre, les employés municipaux de Jimbolia ont eu 1 200 arbres à planter en direction de la frontière, située à 500 mètres au sud. D'ici deux à trois ans, ils auront atteint une taille suffisante pour protéger la route qui mène à la douane. « Pendant l'hiver, le vent souffle fort et ces arbres retiendront la neige avant d'atteindre la chaussée. Il est arrivé que la route soit bloquée à cause des intempéries et personne ne pouvait passer », explique Petrică, le chef de chantier.



Petrică est arrivé à Jimbolia après 1990, et il a entendu dire qu'auparavant ces champs avaient entraîné de nombreuses désillusions. « De ce côté, la frontière a la forme d'une vague. Beaucoup de Roumains sont passés par là pour fuir le régime de Ceașescu. Ceux qui n'étaient pas du coin ne savaient pas quand ils étaient arrivés en Serbie, et continuaient tout droit. Sauf qu'ils se retrouvaient de nouveau en Roumanie, souvent nez-à-nez avec les policiers », raconte-t-il en pointant du doigt la ville de Checea, où les fugitifs se faisaient arrêter.



Aujourd'hui, il existe toujours une sorte de zone-tampon des deux côtés de la frontière, occupée par des champs de maïs. La famille Balaș est en pleine récolte. Tant que leurs soirées ne sont pas encore remplies de devoirs, les enfants s'amuse à enlever les feuilles des épis de maïs qui serviront à nourrir les bêtes pendant l'hiver.

Une histoire de non-dits

« Nous ne sommes pas nombreux, environ 15 000 habitants, mais nous avons un orgueil fort. Depuis bien avant 1989, nous entretenons une relation à la limite de la légalité avec cette frontière roumano-serbe, mais c'est un sujet délicat, personne ne veut vraiment en parler », soutient Marian Rotaru, enfant du pays aujourd'hui responsable du service d'intégration européenne à la mairie de Jimbolia.

Sous Ceaușescu, les habitants de Jimbolia voyaient en la Serbie un mirage occidental, c'était le pays des jeans et des programmes de divertissement. « Nous installions des antennes sur les toits comme ça nous capions les émissions télévisées serbes, au lieu de regarder la propagande communiste, raconte Marian, né en 1961. Nous faisons preuve d'une grande ingéniosité à l'époque. En plus, comme la Yougoslavie était une fédération, nous avions accès à plein de chaînes. » Mais cette frontière avec la Serbie regorge aussi de mauvais souvenirs. Dans les années 1960, beaucoup d'habitants d'ethnie svabe, dont les ancêtres ont fondé la ville il y a 250 ans, ont demandé au gouvernement de Bucarest de rejoindre la RFA. À l'époque, les arrangements entre les deux



États n'étaient pas encore de coutume et les refus étaient fréquents. Les locaux ont alors poussé illégalement cette porte vers l'ouest. « Chaque semaine, nous apprenions que quelqu'un était mort en tentant de franchir la frontière », se souvient Marian. Dans les années 1980, des Roumains de tout le pays sont venus tenter leur chance. Les contrôles se sont durcis, les policiers battaient, emprisonnaient ou tuaient les fugitifs.

Permis de trafics

Puis est arrivé décembre 1989 et l'ouverture de la frontière. « Je n'ai pas dormi pendant deux nuits tant j'étais impatient de voir à quoi ressemblait vraiment la Serbie. C'était la première fois que je sortais du pays. Tout ce que j'avais vu à la télévision était donc vrai, ce pays avait tout par rapport à nous », poursuit l'homme. Surtout, les Roumains résidant dans un périmètre de 15 km ont obtenu un « permis de petits trafics ». Ils se sont mis à transiter en vélo et à rapporter en masse bananes, oranges, huile, café, sucre, tout ce qu'il n'y avait pas à Jimbolia. Ainsi, pendant quelques années, les locaux se sont enrichis en revendant ce qu'ils trouvaient en Serbie. La grand-mère de Marian, elle, rapportait des jeans.

Pendant la guerre de Yougoslavie (1991-1999), les combines ont continué, mais de façon clandestine. En 1992, l'Organisation des Nations unies impose un embargo contre la Serbie et le Monténégro. La Roumanie l'applique avec sévérité... sauf pour l'essence. Depuis Timișoara, un conduit alimente secrètement la Serbie ; les locaux en profitent aussi. Ils se rendent de l'autre côté de la frontière, remplissent des bidons et les vendent aux agriculteurs serbes. « Ils avaient beaucoup de tracteurs, contrai-

rement à nous. Un héritage de Tito, qui était beaucoup plus permissif que Ceaușescu », souligne Marian.

Aujourd'hui, la frontière n'influe plus autant sur la vie locale. Marian, lui, continue de rêver. Il voudrait que la Serbie entre dans l'Union européenne afin de développer des projets transfrontaliers de plus grande envergure. Déjà, en janvier, en collaboration avec ses homologues voisins serbes, il a déposé trois demandes de financements européens pour l'entretien des routes, la construction d'une piste cyclable entre les deux pays et l'acquisition d'un chasse-neige.

Le plus gros changement surviendrait au niveau du marché de l'emploi. Jimbolia est une des rares villes de Roumanie où le taux de chômage est proche de zéro. « Les entreprises implantées ici font venir des ouvriers de tout le pays pour combler leurs besoins, note le fonctionnaire. Si la Serbie rejoignait les 27, nous pourrions ouvrir des postes à nos voisins, car finalement, leurs faibles prix nous attirent, mais eux ne peuvent pas venir vers nous. »

APA NOVA
Ploiești **depuis 16 ans**
au service de nos clients

Call Center disponible 24h/24 7j/7

0800 800 923
appel gratuit à partir du réseau Telekom România

0244 407 630
appel payant à partir des autres réseaux de téléphonie mobile et fixe

10 rue Bobâlna, 100 330 Ploiești
www.apanova-ploiesti.ro
client@apanovaploiesti@veolia.com

VEOLIA

afaq ISO 22000
afaq QSE
ICNet



MIHAELA DEDEOGLU

ZEBRA

LUNI-VINERI 10:00-13:00

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM
Cluj-Napoca 91.7 FM ■ Timișoara 96.9 FM
Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro



Hors frontières

Les derniers bastions

Du 27 au 29 septembre, les responsables de plusieurs médias francophones se sont réunis à Chișinău, une rencontre organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Des revues et sites d'informations – dont *Regard* – qui ont une particularité : ils sont tous édités dans des pays où le français est minoritaire.



Margareta Stroot : « Le Courrier de Moldavie fête cette année ses 20 ans, tout comme la section moldave de l'Union de la presse francophone (UPF Moldavie, 35 journalistes, ndlr). Au départ, le *Courrier* était le bulletin d'informations de l'UPF. (...) En novembre de cette année, nous fêtons les 10 ans de Coing d'or, un concours d'essai en français destiné aux écoliers et lycéens. Notre journal est le support de nos activités, c'est un laboratoire. Quatre personnes y travaillent, mis à part les collaborateurs, mais nous fonctionnons avec très peu de moyens. (...) Mon regret est surtout qu'il n'y ait pas suffisamment d'événements francophones en République de Moldavie. »

Zara Nazarian : « Notre site, Le Courrier d'Erevan, a été créé en octobre 2012, quand l'Arménie est devenue membre de l'OIF. Au début, nous ne traitons que de sujets liés à la francophonie. Désormais, nous sommes davantage un média généraliste, avec une newsletter hebdomadaire. Nous fonctionnons sur un modèle associatif, avec peu de moyens, les contributions de l'OIF, quelques donateurs et sponsors. (...) Comme beaucoup de médias, nous cherchons toujours un modèle économique viable. »

Thu Ha Nguyen : « Sous l'égide de l'Agence vietnamienne d'informations, Le Courrier du Vietnam est un site généraliste mais également un hebdomadaire papier tiré à 5 000 exemplaires. Nous avons aussi une chaîne de télévision qui émet en français. (...) Notre équipe est formée de 25 journalistes francophones et de 4 commerciaux, et nous sommes surtout soutenus par l'État, qui compte pour 60% du budget. Sans cet apport, nous

ne pourrions fonctionner, il est très difficile pour nous d'obtenir des rentrées publicitaires. (...) Environ 0,5% de la population vietnamienne est francophone, sur 90 millions d'habitants. »

Philippe Plénacoste : « Gavroche est un mensuel francophone papier avec des reportages et des informations généralistes couvrant l'Asie du sud-est depuis Bangkok ; nous tirons à 8 000 exemplaires. Nous avons également développé un site de guides pratiques, ainsi qu'une newsletter culturelle hebdo-madaire. Notre équipe est composée de dix permanents à temps plein, 25 collaborateurs et 2 stagiaires français. (...) Paradoxalement, si notre lectorat a augmenté de 15% ces deux dernières années, les recettes publicitaires ne suivent pas, elles diminuent. C'est pourquoi nous avons monté il y a deux ans l'agence de communication Gavroche media qui propose la construction de sites, du conseil multimédia, etc. »

Tidiane Dioh, responsable des programmes médias de l'OIF : « Au départ, les fonds de la francophonie pour les médias allaient surtout à l'Afrique sub-saharienne, dans l'idée de soutenir la démocratisation de ces pays. Or, on s'est rendu compte que les journaux francophones disparaissaient partout, sauf là-bas ; il fallait donc se concentrer sur d'autres régions. En 2011, nous avons décidé de mettre en place une aide spécifique pour les médias francophones des Peco (Pays d'Europe centrale et orientale, ndlr) et d'Asie du sud-est. (...) La République de Moldavie et la Roumanie notamment sont les dernières frontières de la francophonie en Europe, il faut les protéger. » L.C.



La Francophonie contribue à un monde plus juste en favorisant le dialogue entre les 5 continents

274 millions de locuteurs dans le monde.
125 millions d'apprenants chaque année.
60% des francophones ont moins de 30 ans.

■ ■ ■

Le français est une chance
francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE
la francophonie

Revue de presse

La Roumanie et sa région dans la presse internationale...

Bucarest, une ligne de métro pour l'aéroport à l'horizon 2022

Le Conseil général de Bucarest, la capitale roumaine, a approuvé un budget d'un milliard d'euros pour connecter le métro de la ville au principal aéroport. La nouvelle ligne, d'une longueur de 14 kilomètres, aura 12 arrêts et reliera les quartiers du nord de Bucarest à l'aéroport Henri Coandă. Le métro s'arrêtera au grand centre commercial Băneasa, à l'ambassade des États-Unis et près du périphérique de la capitale, entre autres. À noter que 55 domaines privés devront être déplacés dans le cadre du projet.

Ionel Oprea, directeur technique de la société qui gère le métro bucarestois, Metrorex, a précisé que les travaux devraient commencer l'année prochaine et se terminer en 2022. Un tiers du projet sera financé grâce à un emprunt du Japon. Le reste sera couvert par des fonds européens et des fonds publics.

Olean Times Herald (quotidien américain),
avec Associated Press, 29/09/2016

Le laser le plus puissant au monde en Roumanie

(...) Les observatoires terrestres et spatiaux ne sont pas les seuls outils à la disposition des astronomes pour comprendre l'univers. Les lasers sont également utilisés. Si l'utilisation la plus connue consiste à générer des étoiles laser, ils servent également à mener des recherches sur le noyau des atomes, afin de mieux comprendre comment les éléments chimiques se forment à l'intérieur des étoiles.

Dans le cadre du programme de recherche européen Extreme Light Infrastructure for Nuclear Physics (ELI-NP), l'institut national roumain de Physique et d'ingénierie nucléaire Horia Hulubei (IFIN-HH) a commandé au groupe français Thales deux lasers de 10 petawatts pour la recherche fondamentale sur le noyau des atomes. (...) Ensemble, ils vont permettre d'explorer la matière, recréer les conditions et comprendre la création de l'univers, ce qui n'est pas possible aujourd'hui. (...) Ces lasers seront également « utilisés dans

d'autres domaines scientifiques que ceux de la physique de la matière et de la physique nucléaire », précise Franck Leibreich. Des applications médicales sont attendues dans le traitement du cancer ou en ophtalmologie. « La création de protons présente un intérêt tout particulier en médecine, avec la protonthérapie utilisée pour traiter certaines tumeurs. » Cette technologie basée sur des accélérateurs de particules conventionnels est peu développée dans le monde et très coûteuse. Une solution basée sur un système laser permettrait de construire des centres de traitement à moindres coûts et de rendre accessibles à plus de patients ce type de traitement. (...)

Rémy Decourt, Futura-Sciences (site Internet français),
26/09/2016

Après le « casse du siècle » en Moldavie

À Chișinău, une gigantesque fraude financière a jeté la population dans la rue. Prorusses et pro-occidentaux ont défilé ensemble contre le système oligarchique. Mais, à l'approche de l'élection présidentielle du 30 octobre, la classe politique se complait dans les anciennes fractures, semblant ignorer que les Moldaves se sont lassés des clivages géopolitiques.

Depuis son indépendance, en 1991, la Moldavie était présentée comme une société composite, incapable d'un redressement national. À la diversité ethnique, avec d'importantes minorités ukrainienne, russe et gagaouze, s'ajoutent des divisions linguistiques, religieuses ou territoriales. Dans le champ politique, ces fractures ont nourri une polarisation entre adversaires et partisans d'un rapprochement avec l'Alliance atlantique et l'Union européenne, reléguant les questions économiques et sociales au second plan. Aujourd'hui, la co-lère populaire contre la corruption et l'oligarchie pourrait-elle balayer le clivage principal qui oppose pro-occidentaux et prorusses ? (...)

Julia Beurq, Le Monde Diplomatique (mensuel français),
octobre 2016



Couverture du numéro 6 de notre supplément en roumain, sorti début octobre. Tiré à 1 200 exemplaires sur papier recyclé, il s'agit d'un grand journal (28,5 cm sur 42,5 cm) de 8 pages reprenant les meilleurs articles de la revue. Pour l'instant, il est exclusivement distribué sur Bucarest (facultés, bars, restaurants sélectionnés). L.C.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDAȚIA FRANCOFONIA

Président

Philippe Lhotte

Comité de direction

Laurent Couderc

Jacqueline Laye

Philippe Lhotte

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction

de ce numéro

Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Carmen Constantin,
Nicolas Don, Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine,
Marine Leduc, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud,
Andrei Moldovan, Dan Popa, Benjamin Ribout,
Mihaela Rodina, Isabelle Wesselingh

Maquette

Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu, Julia Beurq, István Biró,
Andreea Câmpăanu, Georgian Constantin,
Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine,
Marine Leduc, Corina Eredenta Moldovan-Florea,
Benjamin Ribout, Mediafax

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web master

Marius Weber

Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros)

70 RON en Roumanie

(35 euros à l'étranger)

Abonnement pour 24 mois (8 numéros)

130 RON en Roumanie

(65 euros à l'étranger)

Abonnement numérique

Gratuit via l'abonnement papier

en ligne

catalina@regard.ro

www.regard.ro

par téléphone

+ (4) 0742 204 402

REGARD remercie ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Best Trade Finance Bank in Romania »
2016

UNE RAISON DE PLUS DE CROIRE
A LA CROISSANCE DE VOS AFFAIRES

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

www.brd.ro 